

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°3 / SEPTEMBRE 2010
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Sécurité alimentaire À qui appartient la récolte de Boane ? Un reportage au Mozambique

Laos: le puissant voisin chinois étale sa richesse
Haïti: l'aide suisse à la reconstruction

Sommaire

DOSSIER



6 **Sécurité alimentaire** **Beaucoup de promesses non tenues**

Bien qu'ils aient assez de surfaces arables, nombre de pays en développement ne parviennent pas à nourrir leur population. Un reportage au Mozambique.

14 **La concurrence pour les terres s'accélère**

Entretien avec Michael Taylor, de la Coalition internationale pour l'accès à la terre

16 **La viande du pauvre**

Les haricots peuvent améliorer considérablement la sécurité alimentaire, à condition que les paysans disposent de bonnes semences

17 **Faits et chiffres**

HORIZONS



18 **Kitsch et bling-bling chinois dans les rizières du Laos**

La Chine exerce une influence croissante sur son petit voisin communiste

21 **Une journée sur le terrain avec...**

Martin Sommer, chef des bureaux de coopération à Vientiane et à Hanoi, et responsable pour la région du Mékong

22 **Ces degrés supplémentaires qui aggravent la pauvreté**

La Laotienne Innakhone Vorachak s'inquiète des effets du changement climatique dans son pays

DDC



23 **La rivière que l'on prenait pour un dépotoir**

Un projet de la DDC vise à assainir un cours d'eau très pollué dans le sud-ouest de la Macédoine

24 **Haïti a besoin d'experts et de patience**

Pour contribuer à la reconstruction, la DDC a réuni des compétences techniques qu'elle met également à la disposition d'autres organisations

FORUM



27 **Les forêts en pleine lumière**

Alarmée par les changements climatiques, la communauté internationale se mobilise pour préserver les puits de carbone que constituent les forêts

30 **Ma ville sous la poussière**

Carte blanche: Ekrem Çitaku évoque la pollution de Pristina

CULTURE



31 **L'irrésistible ghetto-tech venue d'Afrique**

Dans un monde toujours plus globalisé, numérisé et urbain, la musique africaine se fraie un chemin vers l'Europe et l'Amérique du Nord

3 **Éditorial**

4 **Périscopes**

26 **DDC interne**

34 **Service**

35 **Coup de coeur avec Stress**

35 **Impressum**

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



Les Objectifs du Millénaire restent notre cadre d'orientation

Les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), établis par l'ONU en 2000, constituent le principal cadre de la lutte contre la pauvreté au niveau mondial. En septembre, les représentants des gouvernements de toute la planète se retrouveront à New York, afin de dresser le bilan du chemin parcouru ces dix dernières années.

Commençons par les points positifs: de grands progrès ont été réalisés au niveau mondial en ce qui concerne la réduction de la pauvreté, la formation de base, l'égalité des sexes dans l'enseignement primaire et l'accès à l'eau. Le bilan n'en demeure pas moins très mitigé. Il reste beaucoup à faire pour réduire de moitié la pauvreté et la faim par rapport à 1990, comme le spécifie l'un des OMD. En effet, environ 1,4 milliard de personnes souffrent d'une pauvreté extrême. Plus de la moitié d'entre elles vivent en Afrique subsaharienne.

Plusieurs défis exigent une mobilisation urgente: diminuer la mortalité maternelle et infantile, enrayer des épidémies comme le sida ou le paludisme, et assurer la durabilité écologique. Car la crise économique et financière des années 2008 et 2009 a réduit à néant une partie des avancées enregistrées jusqu'en 2007.

La réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement ne repose pas seulement sur les efforts des États membres de l'OCDE. C'est une tâche que les pays du Nord, de l'Est et du Sud doivent mener à bien ensemble. Les progrès les plus notables ont été mesurés là où les États concernés ont fait preuve d'un engagement particulièrement ferme.

Ces dernières années, les OMD ont fait l'objet de critiques qu'il s'agit de prendre au sérieux. De fait, ces objectifs se concentrent excessivement sur les symptômes de la pauvreté, alors qu'ils accordent moins d'attention à ses causes. Parmi celles-ci figurent les conflits, la fragilité de certains États, des performances économiques insuffisantes, la corruption, la faible mobilisation des ressources nationales dans les pays pauvres, des investissements

trop limités dans la formation et la santé, les catastrophes naturelles, etc.

Si nous voulons atteindre les OMD d'ici 2015, tant les donateurs que les bénéficiaires de l'aide doivent redoubler d'efforts. Il faut rappeler à ces derniers qu'ils ont promis d'entreprendre des réformes politiques, économiques et sociales. De son côté, le monde industrialisé doit faire preuve d'une plus grande cohérence dans ses relations avec les pays du Sud et appliquer des politiques commerciales, financières et agricoles plus propices au développement. Il importe de s'attaquer plus résolument aux défis mondiaux tels que le changement climatique, la migration, la sécurité alimentaire et les droits de l'homme. Même lorsque l'économie va mal, nous devons tenir les promesses financières faites aux pays pauvres.

Au cours des années à venir, les OMD resteront un cadre d'orientation utile et primordial. Certes, nous ne les atteindrons pas tous dans les cinq années restantes. Ce n'est toutefois pas une raison de se décourager. Au contraire, cela devrait nous inciter à intensifier nos efforts. Dans son deuxième rapport intermédiaire sur les OMD, le Conseil fédéral présente des exemples qui illustrent la contribution de la Suisse à leur réalisation. Il explique également ce que notre pays devrait entreprendre pour accélérer le mouvement d'ici 2015. Le rapport montre en outre que l'aide suisse s'est axée efficacement sur ces objectifs et que la collaboration étroite entre États, organisations non gouvernementales, économie privée et société civile porte ses fruits.

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscopes

Traquer les faux par SMS

(jls) Dans certains pays africains, plus de 30% des médicaments mis en circulation sont des faux. Une petite entreprise nigériane, sproxil.com, a mis au point un système qui permet de vérifier leur authenticité par l'envoi d'un simple SMS. Il faut pour cela que le fabricant appose une carte à gratter sur l'emballage du produit. En grattant, le patient découvre un code caché, qu'il transmet par SMS à un numéro d'appel gratuit. La réponse lui parvient en quelques instants. Dans le cas du Glucophage 500, par exemple, un médicament pour diabétiques vendu au Nigeria, le message suivant s'affiche sur son téléphone portable

si le produit est authentique : « OK, Glucophage 500 mg original. Prenez à intervalles réguliers pour mieux contrôler votre diabète. » Dans le cas contraire, l'avertissement est sans appel : « Non. Faux produit. » S'ils veulent continuer à tromper les malades, les fabricants de contrefaçons devront eux aussi mettre des cartes à gratter sur leurs boîtes. C'est pourquoi il est essentiel d'utiliser un code crypté. Le procédé fait ses premiers pas au Nigeria et au Ghana.

L'accès à la terre pour les femmes aussi

(mr) Les pauvres ne disposent jamais ou très rarement de droits fonciers, surtout en Afrique et



Boisvieux/Hemis.fr/af

en Asie. La terre appartient le plus souvent à l'État. Les petits paysans ont beau cultiver les champs pendant des décennies, ils ne possèdent que des droits traditionnels d'exploitation. Ils n'ont aucun titre de propriété qu'ils pourraient faire valoir devant un tribunal pour éviter, par exemple, la vente de leurs terres à un investisseur étranger. Il est donc primordial de reconnaître les droits fonciers des pauvres, parmi lesquels figurent un très grand nombre de femmes. L'accès à la terre et la sécurité alimentaire sont souvent une question de genre. Dans nombre de pays, les femmes ne sont pas autorisées à posséder des terres ; ailleurs, on leur refuse ce droit même en cas d'héritage.

Voir dossier à partir de la page 6

Les uns veulent du poisson, les autres de l'électricité

(bf) Avec ses innombrables affluents et ramifications sur plus de 5000 km, le Mékong forme un des plus grands systèmes fluviaux de la planète. Il existe actuellement des plans pour l'implantation d'une centaine de centrales hydroélectriques sur ce réseau. Le groupe de recherche sur l'eau et le développement de l'Université d'Aalto (Finlande) étudie depuis une dizaine

d'années la gestion de l'eau en Asie du Sud-Est. Il met en garde contre les effets pernicioux de ces projets sur les moyens d'existence de beaucoup de gens et contre le risque de conflits exacerbés pour la maîtrise de l'eau. « Le développement de l'énergie hydroélectrique profite surtout à la Chine et au Laos. Mais il porte préjudice aux millions de personnes qui vivent de la pêche au Laos, au Cambodge et au Viêt-nam, car ces aménagements massifs bouleversent toute l'écologie du fleuve », explique le chercheur finlandais Marko Keskinen. Aujourd'hui déjà, la question des ressources en eau suscite de l'exaspération et de violents débats politiques – entre les pays concernés d'une part, mais aussi au sein de divers groupes de population dans chacun de ces États.

www.water.tkk.fi

Du sucre pour conserver les vaccins

(bf) Les vaccins habituels doivent être stockés au frais. Or, la population des pays en développement manque souvent d'électricité et de réfrigérateurs. Des chercheurs de l'Université d'Oxford ont mis au point un procédé qui permet de conserver les vaccins sans les réfrigérer.



Meike Mahnske

Lucrative chasse aux grenouilles

(bf) Les habitants du Burkina Faso, du Bénin et du Nigeria inscrivent de plus en plus souvent des grenouilles à leur menu – soit grillées, soit cuites dans un potage. Ceux qui les récoltent obtiennent l'équivalent de 20 dollars pour un millier de grenouilles séchées. Beaucoup de pêcheurs se sont reconvertis, car il est beaucoup plus rentable de capturer des batraciens que du poisson. Cette activité a pris une telle ampleur que l'écosystème s'en trouve menacé. Les consommateurs apprécient tout particulièrement l'*Hoplobatrachus occipitalis*. Mais cette grenouille remplit dans la nature une fonction importante pour l'homme également, du fait que ses têtards se nourrissent entre autres de larves de moustiques. En la chassant, on favorise la prolifération des moustiques, ce qui accentue le risque de paludisme. Des biologistes demandent la création d'élevages de grenouilles, afin de laisser en paix les populations sauvages, tout en continuant d'assurer aux habitants un ravitaillement en protéines et une source de revenus.



Accaparement des terres



Ursula Messner/af

Cette réussite facilitera considérablement les efforts entrepris pour vacciner davantage d'enfants dans les zones rurales du continent africain. L'équipe de scientifiques est parvenue à stabiliser des vaccins durant six

mois par une température externe de 45 degrés. Elle a utilisé comme agents conservateurs du sucre de canne ordinaire ainsi que du tréhalose, un sucre formé de deux molécules de glucose et connu pour ses propriétés con-

servatrices. Selon Adrian Hill, un membre de l'équipe, le procédé en question est simple et peu coûteux. Cette technique doit être encore affinée, puis testée en Afrique. Elle pourrait être commercialisée dans cinq ans. www.ox.ac.uk

L'argent manque moins que les compétences

(bf) Le manque de savoir-faire technique constitue – avant même le problème financier – la principale cause des carences dans l'approvisionnement en eau potable. C'est l'avis exprimé par une majorité de distributeurs publics d'eau dans les pays en développement, interrogés par l'Institut de technique environnementale et de gestion de l'Université de Witten/Herdecke (Allemagne). Les chercheurs ont mené une enquête auprès de 150 dirigeants de grands services

publics des eaux. Selon Michael Harbach, responsable de l'étude, l'une des raisons de cette situation est la suivante : « En Asie, en Afrique et en Amérique latine, il arrive souvent que les spécialistes compétents et motivés ne restent pas longtemps dans les services des eaux régis par les autorités politiques. Ils se tournent vers des emplois mieux rémunérés de l'économie privée ou émigrent dans des pays industrialisés. » Autre résultat de cette enquête : une nette majorité des cadres interrogés sont ouverts à une coopération avec le secteur privé de l'industrie de l'eau. Mais tous ont déclaré qu'ils préféreraient travailler avec une entreprise locale plutôt qu'avec un groupe venu d'outre-mer. www.uni-wh.de

Beaucoup de promesses non tenues

Plus d'un milliard de personnes sont sous-alimentées dans le monde. Certains pays en développement ne parviennent pas à nourrir leur population, bien qu'ils aient assez de terres fertiles. Le Mozambique en est un exemple frappant. Près de la moitié de ses habitants ne mangent pas à leur faim et le secteur agricole, pourtant essentiel à la sécurité alimentaire, peine à prendre son essor. L'insuffisance des canaux de distribution et le mauvais état des infrastructures ne sont que deux problèmes parmi d'autres. Un reportage de Maria Roselli.



Le Mozambique est un pays typiquement agricole. Pourtant, une bonne partie des denrées alimentaires vendues sur les marchés de la capitale sont importées de l'étranger, comme en témoignent les colonnes de camions qui se forment à la frontière sud-africaine.

Visible de loin, une longue colonne de camions s'étire à la frontière entre l'Afrique du Sud et le Mozambique. Il est dix heures du matin et les douaniers mozambicains de Ressano Garcia ont fort à faire : l'un après l'autre, les poids lourds, le plus souvent chargés à ras bord de denrées alimentaires, sont enregistrés puis dirigés vers le sas de contrôle. Huile, céréales, viande, fruits, légumes et matériaux pour la fonderie d'aluminium de Mozal, sise à proximité : tout provient d'Afrique du Sud.

Élève modèle du FMI

Des dizaines de vendeurs ambulants se pressent du

côté mozambicain de la frontière. Ils ne veulent pour rien au monde rater l'affaire du jour et proposent toutes sortes de marchandises aux chauffeurs : œufs durs, bananes, papayes, mais aussi de l'argent mozambicain, qu'ils changent au noir à un tarif préférentiel. Les gardes-frontières armés ne cessent de les repousser. Depuis que plusieurs camions chargés de vivres ont été pillés l'an dernier, les marchands ambulants ne sont plus autorisés à s'approcher des convois.

L'autre voie de la route, celle qui conduit en Afrique du Sud, reste déserte. Ce tableau reflète parfaitement la balance commerciale du Mozam-



et de la Banque mondiale, mais cela lui a coûté une bonne partie de son autonomie.

La vie difficile des petits paysans

La route cahoteuse qui mène à Boane est bordée par la brousse : un paysage d'herbes sèches et d'arbres rabougris s'étend à perte de vue ; on ne voit pratiquement pas de maisons ni de cultures. Ce n'est qu'à l'approche de Boane, une banlieue de la capitale Maputo, que l'on discerne quelques champs. Le Mozambique est un pays rural. Environ 45% de sa superficie est exploitable par l'agriculture. Pourtant, 88% des terres arables ne sont pas cultivées, selon les chiffres officiels.

Malgré cette abondance de terres et un climat favorable, le Mozambique est un importateur net

bique, négative depuis toujours. Colonie portugaise jusqu'en 1975, ce pays côtier d'Afrique australe a ensuite vécu sous un régime socialiste et traversé 17 années d'une guerre civile attisée par la Rhodesie et l'Afrique du Sud. Exsangue, il s'est ouvert à l'économie de marché dès le milieu des années 80, alors que le Frelimo était déjà au pouvoir. En adhérant au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale, le Mozambique a tourné le dos à l'économie socialiste planifiée bien avant les pays de l'ancien bloc de l'Est.

Il a toutefois fallu attendre la fin de la guerre civile, en 1992, pour que la situation s'améliore. Depuis, le gouvernement du Frelimo a mis en place un programme économique rigoureux. Le Mozambique est ainsi devenu un élève modèle du FMI



Agriculture industrielle ou petite paysannerie

Sur mandat de plusieurs organisations de l'ONU et de la Banque mondiale, le Conseil mondial de l'agriculture a publié en avril 2008 le Rapport sur l'agriculture mondiale (voir *Un seul monde* 1/2009). Ce document conclut que pour lutter efficacement contre la faim, il faut revoir de fond en comble la politique agricole internationale : abandonner les grands projets industriels et renforcer la petite paysannerie, qui est tout aussi productive qu'eux, mais plus sociale et plus écologique. Des organisations multilatérales, telle la Banque mondiale, estiment néanmoins que l'argent injecté par de gros investisseurs constitue une chance pour les pays en développement. Si les droits fonciers de la population sont respectés et appliqués selon des critères aussi bien sociaux qu'écologiques, de tels investissements pourraient contribuer à accroître la productivité, à développer l'infrastructure rurale, à créer des emplois et à améliorer la sécurité alimentaire.

Une loi progressiste, mais peu réaliste

En 1997, le Mozambique s'est doté d'une loi foncière exemplaire qui reconnaît les droits traditionnels des communautés rurales. Cette base légale est indispensable pour préserver les intérêts des petits paysans lors de l'octroi de terres à de gros investisseurs. Elle prévoit que 20% des taxes de la concession doivent être redistribuées aux habitants. Pour toucher cet argent, les communautés villageoises doivent toutefois se constituer en entité formelle et disposer d'un compte en banque. Jusqu'ici, seules 400 communautés se sont annoncées, alors qu'on en recense un million. De plus, les droits de propriété sont souvent mal établis, car nombre de villages n'ont pas délimité leurs terres.

Joel Chiziane



Albertina Maravele, une paysanne veuve, possède deux petites parcelles. Ce qu'elle y cultive – ici avec son fils Michaque âgé de 10 ans – ne suffit toutefois pas à nourrir une famille de sept personnes.

de denrées alimentaires. Environ 80% de ses habitants travaillent dans l'agriculture. Presque tous sont des petits paysans qui pratiquent une agriculture de subsistance afin de couvrir leurs besoins en aliments de base, tels que le manioc, le maïs et le millet. Néanmoins, 44% des habitants souffrent de sous-alimentation.

La sécurité alimentaire du pays passe donc par le développement du secteur agricole. Albertina Maravele sait d'expérience ce que cela signifie. Cette paysanne veuve vit avec ses six enfants non loin de

Boane. Sur ses deux petites parcelles, elle cultive principalement du maïs, du manioc, des pommes de terre, des haricots et quelques plantes médicinales. «Il y a dix ans, du vivant de mon mari, nous sommes allés à la ville acheter des semences. Depuis lors, je garde toujours une partie de la récolte pour les semis suivants. Or, d'année en année, la production s'amenuise et je n'ai pas d'argent pour acheter de nouvelles semences», dit-elle.

En ce moment, il n'y a rien à récolter sur ses champs. Albertina Maravele et son fils Michaque,



Joel Chizane

Fernando Salvador Muchaga a de la chance: il cultive un champ fertile et même irrigué, qu'une de ses connaissances lui met à disposition. Les terres qui lui avaient été attribuées à l'origine par l'État sont nettement moins productives.

10 ans, cueillent dès lors les feuilles d'un plant de haricots. «Je ramasse les plus jeunes, qui sont encore tendres. On peut les cuire et elles remplissent l'estomac», explique la paysanne en changana, la langue la plus couramment parlée dans le sud du pays.

De nouvelles semences pour une meilleure récolte

La famille de Fernando Salvador Muchaga, dont les terres se trouvent aussi non loin de Boane, est

mieux lotie. Aujourd'hui, le petit paysan a emmené trois de ses six enfants aux champs: il épand un insecticide sur le maïs, tandis que Dulce, Florino et Amelia désherbent avec dextérité.

Fernando Muchaga a reçu de nouvelles semences du gouvernement. Depuis lors, il engrange de meilleures récoltes. Grâce à un canal proche, il peut irriguer ses cultures, mais le coût de l'arrosage est exorbitant pour un petit paysan. Fernando doit verser 360 meticals par mois à la coopérative pour en bénéficier. Ce montant correspond à 12 francs en-

Corruption et bureaucratie

Centro Terra Viva et Oram, deux organisations non gouvernementales actives au Mozambique, dénoncent la corruption qui accompagne l'octroi de concessions à de grands investisseurs. Certes, les villageois participent aux négociations avec ces derniers, mais en fin de compte, c'est le chef du village qui décide. Comme il est en général membre du Frelimo, le parti au pouvoir, il prend la décision qui sied au gouvernement. De plus, le gouverneur d'une province pouvait jusqu'ici attribuer, de son propre chef, les terres d'une communauté. Depuis peu, toute cession de terres, même au niveau d'une communauté villageoise, équivaut cependant à l'octroi de concessions à des investisseurs privés. Selon la surface du terrain en question, la décision appartient donc le plus souvent à un ministre, voire au conseil des ministres. Ce qui engendre davantage de bureaucratie et de corruption.



Joel Christiane

La DDC et l'accaparement des terres

Dans sa réponse à une interpellation du conseiller national zougais Josef Lang, qui se disait préoccupé par la « ruée sur les terres africaines », le Conseil fédéral a résumé comme suit les activités de la DDC en matière d'accaparement des terres :

- La DDC appuie notamment la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC) et œuvre en faveur d'un dialogue avec les investisseurs publics et privés, en collaboration avec les principales organisations multilatérales concernées (FAO, Banque mondiale, Fonds international de développement agricole).
- Fin 2008, la DDC a mis sur pied son programme global Sécurité alimentaire dont l'un des axes stratégiques est de sécuriser l'accès à la terre pour les populations rurales pauvres.
- Dans les pays en développement, la DDC continue d'aider les organisations paysannes à renforcer leurs capacités de plaidoyer dans ce domaine.
- La DDC cofinance des études permettant d'approfondir les connaissances sur de tels contrats d'investissement et de rechercher des partages équitables dans la gestion des ressources naturelles et des terres.

Depuis quelques années, le Mozambique reçoit de grands investissements de la part d'entreprises étrangères auxquelles il loue gratuitement des milliers d'hectares de surfaces agricoles. Comme le montre l'exemple de Massingir (ci-dessus et à droite), où les mêmes terres ont été promises à deux communautés différentes, il est toutefois fréquent que les investisseurs ne tiennent pas leurs engagements.

viron, un prix considérable dans un pays où le revenu annuel par habitant avoisine 450 francs. Malgré tout, Fernando s'estime chanceux : « Ce champ n'est pas le mien. Il appartient à une connaissance qui m'autorise à l'exploiter. Les terres qui m'avaient été attribuées à l'origine n'ont pas d'irrigation et ne produisent pratiquement rien. » Au Mozambique, les terres sont la propriété de l'État. Dans les régions rurales, c'est le gouverneur de la province qui décide de leur répartition, conformément au système traditionnel. Chaque villageois peut ainsi faire valoir son droit à la terre.

Le gouvernement compte sur les investisseurs étrangers

À la sortie de Boane en direction de Maputo, un chantier imposant attire le regard : « Un centre de technologie agricole, financé par la République populaire de Chine, verra le jour ici », annonce un grand panneau. Comme ailleurs en Afrique, la Chine investit massivement au Mozambique, en particulier dans la construction d'infrastructures. En même temps, elle lorgne sur les matières premières et les marchés locaux, où elle pourra écouler ses produits.

Mandrata Nakala Oreste est à la tête de la Direction de l'agriculture et de la sylviculture au sein du Ministère mozambicain de l'agriculture. Dans son bureau climatisé situé au centre de Maputo, il explique à la journaliste qui vient d'arriver que son gouvernement mise sur les investissements étrangers pour développer le secteur agricole. « Le Mozambique possède beaucoup de terres arables, mais pour qu'un développement durable s'installe, les

communautés villageoises ont absolument besoin de capitaux. Nous avons de la chance, car nombre d'investisseurs étrangers frappent aujourd'hui à notre porte. Nous devons saisir cette occasion », explique le représentant du gouvernement.

Les grands investissements dans les terres agricoles sont moins répandus au Mozambique que dans d'autres États africains. En effet, à peine 5% des surfaces exploitées appartiennent à d'importantes sociétés étrangères, le plus souvent sud-africaines. « Certains investisseurs s'intéressent à la sylviculture, d'autres veulent planter de la canne à sucre pour produire du bioéthanol, d'autres encore misent sur la culture du riz, du maïs ou du coton. Tous sont les bienvenus. Plus ils investissent, mieux c'est », affirme Mandrata Nakala Oreste.

« Tous sont les bienvenus. Plus ils investissent, mieux c'est. »

Mandrata Nakala Oreste

Devant l'afflux de sociétés intéressées ces dernières années, les autorités mozambicaines ont décidé de soumettre les grands investissements à des conditions contraignantes. Afin de protéger les intérêts des petits paysans locaux, le Parlement a en outre



Joel Chiziane (2)



adopté une nouvelle loi sur les terres, qui reconnaît explicitement les droits traditionnels des communautés villageoises.

Des projets sous surveillance

Pour obtenir l'autorisation d'investir dans la terre, il faut franchir bien des obstacles au Mozambique. «Il est primordial que les villages concer-

nés participent d'emblée aux négociations avec l'investisseur», souligne Mandrata Nakala Oreste. «L'entreprise doit naturellement présenter une stratégie d'affaires, assortie d'un calendrier précis, qui fournit aussi une évaluation claire de l'impact socioéconomique de ses activités sur les communautés locales.»

Les terres restent la propriété de l'État qui les loue

La malédiction des agrocarburants

«Les projets d'agrocarburants sont particulièrement problématiques. Ils privent de leur accès à la terre les villageois qui pratiquent une agriculture de subsistance. Même ceux qui trouvent un emploi dans la plantation ne peuvent pas vivre de leur salaire. Et dans les endroits où s'installe une ferme de jatropha, par exemple, les petits paysans se mettent eux aussi à planter cet arbuste pour pouvoir le vendre à l'entreprise. On met à leur disposition des engrais, de l'eau et des tracteurs, mais les coûts de ces moyens de production engloutissent une grande partie de leur revenu.»

Dulce Mavone, coordinatrice d'Oram, Maputo

Les nouveaux colonisateurs ?

L'Afrique du Sud est le principal partenaire commercial du Mozambique et le premier investisseur étranger dans ce pays. À la fin des années 90, ses paysans ont pu à nouveau obtenir des terres au Mozambique. Des sociétés sud-africaines ont commencé de s'intéresser aux richesses locales. D'autres ont alors mis en garde contre une « recolonisation » du Mozambique. Ce même risque a été évoqué plus récemment à propos de la Chine qui affiche un intérêt croissant pour l'Afrique. En 2001, Pékin a conclu un accord avec Maputo sur le commerce et l'investissement. La Chine a également des vues sur le secteur du bâtiment. Entre 2004 et 2006, le volume des échanges entre les deux pays a presque triplé, dépassant pratiquement celui du commerce avec les États-Unis.



La Chine investit au Mozambique, comme dans beaucoup d'autres pays africains. Elle construit notamment un centre de technologie agricole aux portes de Maputo, tout en lorgnant sur les matières premières et sur les débouchés locaux.

gratuitement, le plus souvent pour une durée de cinquante ans. L'investisseur doit uniquement s'acquitter d'une taxe de concession. Mandrata Nakala Oreste sait toutefois parfaitement que, malgré les strictes conditions établies, il importe de contrôler de près la mise en œuvre des projets et, le cas échéant, de retirer la licence aux promoteurs. L'octroi de la concession dépend d'ailleurs de la composante sociale de l'investissement. « À nos yeux, les intérêts des communautés villageoises priment sur tout », assure le haut fonctionnaire. Outre la construction d'infrastructures et la création de réseaux de distribution, quelques projets d'investissement prévoient dès lors également la mise sur pied de structures sociales telles que des écoles. L'année passée, le gouvernement a annulé le projet de production de bioéthanol Procana, à Massingir, parce que les investisseurs britanniques n'avaient pas respecté leurs obligations. « Vous voyez, nous sommes sérieux », relève le représentant du gouvernement en prenant congé.

Les promesses de Procana

Le trajet jusqu'à Massingir n'a rien d'une sinécure : il faut presque six heures pour franchir les 400 kilomètres qui séparent Maputo de ce village. La route qui se dirige vers le nord-ouest est en très mauvais état. Des trous béants émaillent l'asphalte.

Ils témoignent en partie d'une guerre civile sanglante, mais les terribles inondations qui ont dévasté le pays il y a trois ans ont également endommagé le revêtement.

Massingir contrôle en quelque sorte l'accès au parc national du Limpopo, le pendant mozambicain du parc Kruger sud-africain. C'est ici que le projet de bioéthanol Procana devait se réaliser et procurer à la population l'essor économique qu'elle souhai-

« Nous n'avons en principe rien contre les grands investissements dans l'agriculture. »

Teodosio Jeremias

tait. Teodosio Jeremias, secrétaire de l'association d'entraide des petits paysans Oram, nous attend dans son bureau. Pendant deux ans, il a suivi attentivement la mise en œuvre du projet jusqu'à l'annulation du contrat par le gouvernement. « Comprenez bien. Nous n'avons en principe rien



Maria Roselli

Expropriés, les habitants de Massingir n'ont pas reçu les emplois et les pâturages qu'on leur avait promis en échange. Leur situation alimentaire est précaire. Ils ne peuvent qu'espérer, attendre et se retrouver au coucher du soleil pour une partie de ntxuva, sorte de jeu d'échecs local.

contre les grands investissements dans l'agriculture. Au contraire, nous en avons besoin», dit-il. «Mais Procana s'est moqué des communautés villageoises vivant dans les environs de Massingir.»

L'entreprise britannique avait promis quelque 7000 emplois et de vastes pâturages aux agriculteurs expropriés. Mais les petits paysans n'ont rien reçu et seuls 150 emplois saisonniers ont été créés. De plus, la production d'agrocarburants concurrence directement la sécurité alimentaire. «Lorsque la sous-alimentation est aussi endémique qu'au Mozambique, les terres fertiles et aisément accessibles doivent être vouées en priorité aux cultures vivrières et non à la production de biocarburants pour les pays riches», affirme Teodosio Jeremias.

Dans l'attente d'un nouvel investisseur

À l'instar de la population de Massingir, le secrétaire d'Oram est furieux. En fait, les pâturages promis aux paysans avaient déjà été attribués à d'autres communautés villageoises. Ces dernières s'y sont d'ailleurs installées entre-temps. Leur déplacement avait été rendu nécessaire par l'agrandissement du parc du Limpopo. «Ces gens ne peuvent plus vivre dans le parc. Les éléphants reviennent sans cesse saccager leurs champs, anéantissant tout leur travail. La situation alimentaire est précaire. Et deux villageois ont même été piétinés par les pachydermes»,

explique Alberto Amosvaloi, représentant des communautés du parc du Limpopo. Les villageois concernés ne s'expliquent donc pas pourquoi le gouvernement avait approuvé le projet Procana et fait fi de leur volonté.

Les habitants de Massingir sont persuadés qu'un membre du gouvernement a touché des pots-de-vin en échange de la concession ou qu'il a lui-même investi dans le projet. C'est tout à fait possible, car la corruption est courante au Mozambique, comme dans beaucoup de pays africains. Les communautés de la région de Massingir, toujours expropriées de leurs terres, ignorent ce qu'elles vont devenir. Elles doivent attendre que le gouvernement trouve un nouvel investisseur avec qui négocier. Teodosio Jeremias secoue la tête : «La situation des habitants est encore plus grave qu'auparavant.»

Lorsque le soleil se couche sur le parc du Limpopo et qu'une lune rousse monte au-dessus de la rivière des Éléphants, les habitants de Massingir s'assoient devant leurs cases. Ils jouent au *ntxuva*, sorte de jeu d'échecs local, boivent de la bière de melon faite maison et attendent le lendemain. ■

(De l'allemand)

Paysans privés de leurs terres

«Les investissements dans l'agriculture peuvent parfaitement présenter des avantages pour les pays en développement. Cependant, l'achat de vastes surfaces agricoles recèle des risques importants. De cette manière, la population locale peut perdre l'accès aux terres et aux ressources naturelles qu'elle exploite depuis des générations. Les investissements visant à soutenir les petits paysans et non les grandes plantations sont beaucoup plus prometteurs.»

Lorenzo Cotula, Institut international pour l'environnement et le développement (IIED)

La concurrence pour les terres s'accélère

Afin de garantir leur propre sécurité alimentaire, des pays riches ou émergents exploitent déjà des milliers d'hectares de surfaces agricoles fertiles dans le Sud. Les uns considèrent cet « accaparement de terres » comme une occasion unique pour les pays en développement. Les autres, tel Michael Taylor de la Coalition internationale pour l'accès à la terre, estiment que ces grands investissements se font au détriment de la petite paysannerie. Entretien avec Maria Roselli.



Michael Taylor, citoyen botswanais, dirige depuis 2006 le programme en faveur d'une politique mondiale et de l'Afrique au sein de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (ILC), basée à Rome. À ce titre, il gère les activités de l'ILC en ce qui concerne la pression économique sur le sol. La coalition regroupe 83 organisations qui œuvrent conjointement afin d'assurer aux plus pauvres, en particulier aux femmes, un accès sûr et équitable à la terre.

Un seul monde: Les investisseurs du Nord ou de pays qui dépendent des importations alimentaires sont toujours plus nombreux à acheter ou à louer d'immenses étendues de terres arables dans les pays en développement. Pourquoi?

Michael Taylor: La hausse des prix des denrées alimentaires est la principale cause de cet accaparement des terres. Elle incite toujours plus d'investisseurs à s'assurer le contrôle de surfaces agricoles dans les pays en développement. À cette tendance s'ajoute l'importance croissante des agrocarburants. Leur production, à partir de végétaux tels que la betterave sucrière ou le jatropha, occupe toujours plus de terres. Il est évident que la culture de plantes destinées à la fabrication de carburants a fait exploser les prix de l'alimentation. De plus, elle est souvent liée à des mesures d'expropriation : on déloge des petits paysans qui exploitaient ces terres pour leur propre subsistance. Selon les estimations, la demande mondiale de denrées alimentaires augmentera encore de 60% d'ici 2050 et renforcera d'autant la pression sur le sol.

N'y a-t-il donc pas de limites à l'achat de terres?

Avec la libéralisation du commerce mondial, il est toujours plus facile pour des investisseurs d'acheter ou de louer à l'étranger des milliers d'hectares de terres arables. Au cours des cinquante dernières années, plus de 40 millions d'hectares auraient ainsi été vendus ou mis en fermage. L'achat de vastes étendues cultivables est un phénomène largement répandu en Afrique, en Amérique latine – notamment au Brésil et en Argentine – ainsi qu'en Asie du Sud-Est. Parmi les principaux investisseurs figurent des pays émergents tels que la Chine et l'Inde, mais aussi des États comme le Qatar et l'Arabie saoudite, tributaires des importations de denrées alimentaires, et d'autres qui veulent simplement investir, par exemple le Japon, les États-Unis et les pays européens.

Bien que les investissements dans l'agriculture s'imposent de toute urgence, la résistance s'intensifie dans les pays en développement. Que craint-on concrètement?

Le principal problème, c'est que les personnes vivant sur les terres vendues ou affermées ne sont pas



incluses dans les négociations. La plupart du temps, le contrat est conclu directement par des représentants du gouvernement, car les terres appartiennent souvent à l'État. Les petits paysans n'ayant que des droits informels d'exploitation, leurs intérêts ne sont pas pris en considération.

Certaines études montrent que les grands investissements dans l'agriculture ont aussi des aspects positifs.

Certainement. C'est d'ailleurs pour cela que des pays en développement acceptent ce type de marchés. Ils acquièrent ainsi des technologies et des connaissances nouvelles, mais aussi des engrais, que l'on trouve difficilement en Afrique. Ces investissements pourraient également permettre d'améliorer les semences, de former les ouvriers agricoles et de trouver de meilleurs débouchés pour les produits. De telles affaires ne sont toutefois avantageuses que si l'investisseur s'engage par contrat à



Joel Chizane

Comme les petits paysans ne possèdent que des droits d'exploitation informels, leurs intérêts ne sont pas pris en considération lors de l'attribution des terres agricoles à des investisseurs

préserver les intérêts socioéconomiques des communautés rurales concernées.

Quel est l'impact de l'accaparement des terres sur la sécurité alimentaire des pays en développement ?

L'Union internationale des travailleurs de l'alimentation a interrogé ses membres sur les effets de tels investissements dans l'agriculture. Ce sondage a montré que les grandes cultures créent relativement peu d'emplois, car une bonne partie du tra-

ment important des produits agricoles. Pourquoi ?

C'est vrai et cela s'explique par le fait que les gouvernements ne soutiennent pas assez l'agriculture. Ces vingt dernières années, gouvernements et bailleurs de fonds ont sensiblement réduit leur appui au secteur agricole. Ceux qui en souffrent le plus sont les petits paysans. Il y a quelque temps, les pays donateurs ont heureusement réalisé qu'il importe de soutenir davantage et de toute urgence la petite paysannerie.

« Les gouvernements ne soutiennent pas assez l'agriculture. »

vail est mécanisé. Nombre de petits paysans qui vivaient autrefois sur ces terres se retrouvent donc sans gagne-pain. De plus, les droits des ouvriers agricoles ne sont guère protégés. En Éthiopie, par exemple, des sociétés étrangères investissent beaucoup dans l'agriculture, mais elles ne versent que 70 cents par jour à leurs ouvriers agricoles. On est bien loin des 2 dollars que la Banque mondiale considère comme le revenu minimum pour survivre.

Alors qu'ils possèdent des terres arables en suffisance, nombre de pays en développe-

Le développement agricole semble plus probant dans les pays asiatiques comme le Laos et le Viêt-nam...

C'est vrai aussi. Le fait est que durant la décennie écoulée, nombre d'États asiatiques sont parvenus à libérer une grande partie de leur population de la faim. Prenons le cas de la Chine. Le gouvernement a soutenu avec force les petits paysans. Il leur a octroyé de meilleurs droits fonciers, facilitant ainsi leur accès à la terre. Les intéressés ont pu alors améliorer et accroître nettement leur production. Des centaines de millions de Chinois ont dès lors réussi à s'extraire de la pauvreté. ■

(De l'anglais)

La viande du pauvre

Tous les haricots ne se ressemblent pas. Leurs variétés se comptent par centaines. Certaines possèdent une grande valeur nutritive, d'autres conviennent bien aux climats arides et d'autres encore aux régions humides. Pour garantir la sécurité alimentaire, il est indispensable d'améliorer sans cesse les semences et de les adapter aux conditions locales.

(mr) «Les haricots sont la viande du pauvre», dit-on en Afrique. Si cette légumineuse n'a pas la même valeur nutritive que la viande, elle est néanmoins riche en protéines, en zinc et en fer. Elle occupe une place centrale dans le régime alimentaire de nombreux ménages africains. Même sans grand recours à des moyens techniques auxiliaires, on peut récolter déjà trois mois à peine après les semis. Cette culture simple est l'affaire des femmes et même les familles pauvres y ont accès.

Au sud du Sahara, environ 4,5 millions d'hectares sont déjà voués à la culture de haricots, qui sont ainsi consommés par plus de 100 millions de ménages. La population d'Afrique subsaharienne s'accroît toutefois rapidement : en 2050, elle aura sans doute doublé, pour atteindre 1,5 à 2 milliards d'habitants. Et la sous-alimentation risque bien de suivre une hausse similaire.

L'Alliance panafricaine de recherche sur le haricot (Pabra) s'attache depuis 1996 à diffuser ce végétal qui est idéal pour améliorer la sécurité alimentaire. Un programme de recherche, soutenu par la DDC, couvre aujourd'hui 25 pays d'Afrique subsaharienne et ses succès sont remarquables.

Amélioration constante des semences

Le programme s'efforce en particulier de mettre au point de nouvelles variétés de haricots : les semences sont sans cesse améliorées, le plus souvent dans des instituts nationaux de recherche sur le haricot. Environ 130 nouvelles variétés, plus productives et plus résistantes, ont déjà vu le jour. Les petits paysans parviennent désormais non seulement à couvrir leurs propres besoins, mais aussi à vendre une partie de leur récolte.

Depuis 2003, la Pabra s'efforce de diffuser aussi largement que possible les variétés améliorées. Les entreprises privées négligent la commercialisation des semences, qui n'est pas un marché particulièrement lucratif. C'est pourquoi des organisations non gouvernementales, des associations de petits paysans et d'autres acteurs de la société civile ont pris le relais.

«Entre 2003 et 2008, des semences de haricot

améliorées ont été distribuées à plus de 7 millions de ménages, soit 35 millions d'habitants. D'ici 2013, quelque 16,5 millions de ménages pourront en profiter, ce qui représente plus de 83 millions de personnes. Ce projet a une portée énorme», se réjouit Philippe Monteil, chargé de programme à la DDC. ■

(De l'allemand)

Harmoniser le commerce des semences

Dans les pays en développement, l'accroissement de la productivité et donc la lutte contre la faim dépendent dans une large mesure de la qualité des semences. Les quatorze pays membres de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) se sont dotés de lois qui garantissent cette qualité. Mais la variété des législations nationales entrave les échanges internationaux de semences améliorées. Les gouvernements concernés ont signé une déclaration d'intention qui vise à harmoniser le commerce des semences, en appliquant un principe analogue à celui du cassis de Dijon qui prévaut au sein de l'UE. La DDC aide la Zambie, le Zimbabwe, le Malawi et le Swaziland à mettre en œuvre cette déclaration.



Eva Hasbani/afp

Faits et chiffres



Barbara Dombrowski/iaf

Liens

www.ctv.org.mz

L'organisation non gouvernementale Centro Terra Viva défend les intérêts des petits paysans mozambicains

www.cepagri.gov.mz

Le Centro de Promoção da Agricultura (Cepagri) est l'instance officielle mozambicaine à laquelle peuvent s'adresser les investisseurs étrangers dans le domaine agricole

www.ifad.org

Le Fonds international de développement agricole (Fida) est une agence spécialisée de l'ONU, qui a pour objectif de lutter contre la pauvreté dans les zones rurales

www.grain.org/publications

Sur son site Internet, l'association internationale Grain présente diverses études consacrées au développement agricole et à l'accaparement des terres

464 millions de personnes dans le monde ne disposent pas d'un lopin de terre assez grand pour couvrir leurs besoins alimentaires (la surface minimum étant de 0,07 ha de terre arable par habitant). Si la tendance actuelle se poursuit, leur nombre passera à 742 millions d'ici 2025.

1,02 milliard de personnes dans le monde souffrent de la faim. Presque toutes vivent dans les pays en développement. En hausse régulière depuis dix ans, le nombre d'affamés a ainsi atteint un niveau sans précédent. Selon la FAO, la faim menace la vie de la moitié d'entre eux.

20 000 personnes meurent chaque jour de faim et de sous-alimentation.

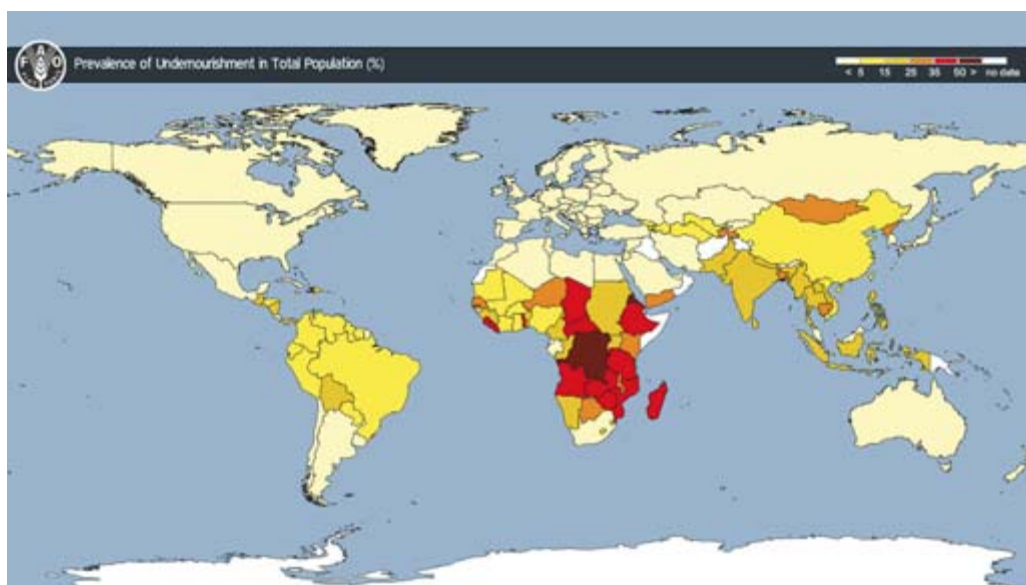
170 millions d'enfants sont sous-alimentés.



Joel Chiziane

Carte de la faim

La carte de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) montre la proportion de la population mondiale souffrant de malnutrition.



Bibliographie

Lorenzo Cotula, Sonja Vermeulen, Rebeca Leonard et James Keeley : *Land grab or development opportunity? Agricultural investment and international land deals in Africa*. Étude réalisée conjointement par l'IIED, la FAO et le Fida ; ISBN 978-1-84369-741-1 ; 2009

Accaparement de terres au Kenya et au Mozambique. Étude de la Food First Information and Action Network (FIAN), une organisation de défense des droits humains ; www.fian.org, « Publications » ; 2010



Hartmut Schwarzbach/Still Pictures

Kitsch et bling-bling chinois dans les rizières du Laos

Le Triangle d'Or – point de rencontre entre le Laos, la Thaïlande et le Myanmar – est depuis des siècles un espace de mythes et d'histoires sanglantes. Jusqu'à récemment, il a vu défiler les trafiquants d'opium et les chefs de guerre birmans. Aujourd'hui, de gros investisseurs chinois y tentent leur chance. Une zone spéciale chinoise se crée sur territoire laotien. Elle témoigne de l'influence toujours plus forte qu'exerce l'Empire du Milieu sur son petit voisin communiste. De Pascal Nufer*.

Houay Xai est une ville de province somnolente dans le nord du Laos. Il faut à peine cinq minutes au petit bateau en bois pour y parvenir en traversant le Mékong depuis Chiang Khong, à la frontière thaïlandaise. Cette bourgade est devenue depuis quelques années une étape connue des touristes «sac à dos» qui se rendent à Luang Prabang, ville classée au patrimoine mondial de l'humanité. Les agences de voyage organisent des expéditions dans la jungle pour voir des gibbons et de pittoresques chutes d'eau. Depuis peu, elles proposent aussi d'emmener les visiteurs vers les tables de jeu de Thonpeung, le nouveau casino du Laos.

Il y a seulement quatre ans, Thonpeung était un coin

paisible à la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar. Il ne figurait dans aucun guide de voyage. Jungle et rizières mises à part, il n'y avait pas grand-chose à voir. Les soixante kilomètres qui séparent Houay Xai de Thonpeung empruntaient une piste cahotante et poussiéreuse à la saison sèche, boueuse et quasi impraticable à la saison des pluies. Mais tout va changer très vite. D'ores et déjà, plus de la moitié du parcours a été asphalté et des 4x4 rutilants foncent vers le nouveau paradis du kitsch.

Tout ce qui est interdit

Lung Noi Daa est né à Thonpeung et c'est là qu'il a passé sa vie de riziculteur. Mais tout est différent



Dans le nord du Laos, les habitants pratiquent traditionnellement la riziculture. Mais leur vie a complètement changé depuis que les Chinois sont venus ériger à grands frais une fastueuse ville-casino.

depuis quatre ans. «Les Chinois nous prennent tout», dit ce paysan de 58 ans dans son dialecte laotien proche du thaïlandais. Il dirige depuis quelques mois un groupe d'activistes bien décidés à entreprendre quelque chose – ce qui est rare au Laos. «Nous nous opposerons jusqu'au bout aux plans du gouvernement», assure-t-il.

Ces plans sont en réalité ceux des Chinois. Thonpeung, la patrie de Lung Noi Daa, appartient pour les 99 prochaines années à la société chinoise Dok Newcam : c'est la période durant laquelle le gouvernement laotien loue à cet investisseur, qui détient également des participations dans des casinos au Myanmar et à Macao, une superficie équivalente à celle du lac de Bièvre. À zone spéciale, règles spéciales. Ce que la loi laotienne punit d'ordinaire sévèrement est ici au programme : jeux de hasard, prostitution et tous les autres ingrédients d'un film de gangsters et de mafieux.

Les règles avaient aussi changé lorsqu'il a fallu vendre les rizières. «Nous avons été forcés de céder notre terrain à la moitié du prix habituel sur le marché», raconte Lung Noi Daa. Lui et sa femme ont élevé cinq enfants. Jusqu'à présent, ils ont pu vivre avec les maigres revenus de leur exploitation.

Les villes-casinos comme Thonpeung font partie des signes visibles de l'engagement croissant de la Chine au Laos. On estime que les concessions demandées par des Chinois pour d'autres zones spéciales totalisent quelque 10 000 km². Cela représente

tout de même 4% de la superficie du pays qui pourrait passer en mains chinoises.

Une amitié intéressée

L'ouverture au puissant voisin résulte essentiellement de la situation économique catastrophique du Laos. Il n'est donc pas étonnant que la Chine ait soutenu de façon très intéressée la construction de stades et d'autres infrastructures, en y injectant des millions de dollars, lorsque le Laos s'est vu attribuer les Jeux Olympiques d'Asie du Sud-Est. L'événement s'est déroulé en grande pompe l'an dernier. Ce geste ne relevait pas du mécénat. D'emblée, il était lié sans ambiguïté à des contrats pour l'aménagement d'autres zones spéciales, notamment la construction d'une «Chinatown» à proximité de Vientiane. «Nous estimons qu'un demi-million de Chinois viendront s'installer ces prochaines années dans l'une ou l'autre des nouvelles zones spéciales du Laos», s'inquiète Pan, qui tait son vrai nom pour des raisons de sécurité. Mandaté par l'Union des femmes du Laos, il rassemble des informations sur l'influence croissante des Chinois dans le pays.

Ce phénomène aura des répercussions considérables dans un pays qui compte à peine 7 millions d'habitants. Selon les observations de Pan, la Chine exerce également un contrôle croissant sur l'exploitation des ressources minières et la construction de barrages hydroélectriques. «De plus, affirme-t-il, les Chinois vont également produire à l'avenir du

Faits et chiffres

Nom

République démocratique populaire lao

Capitale

Vientiane (la ville du santal), environ 550 000 habitants

Population

6,8 millions d'habitants, dont la moitié ont moins de 20 ans

Superficie

236 800 km²

Ethnies

Le Laos compte officiellement 47 ethnies, réparties en trois groupes :

Lao Loum : 60% (Lao des plaines)

Lao Theung : 27% (Lao des versants, de langue mon-khmère)

Lao Soung : 13% (Lao des montagnes, ethnies sino-tibétaines)

Langues

Lao ou laotien, étroitement apparenté au thaï. Les minorités ethniques se répartissent en cinq familles linguistiques. Le français continue de reculer, tandis que l'anglais est devenu la principale langue étrangère. Le chinois progresse.

Produits d'exportation

Bois, courant produit par les centrales hydroélectriques sur le Mékong, textiles, chaux et gypse, or, café





La construction d'une «Chinatown» à proximité de la capitale va accélérer l'immigration chinoise, qui constitue un problème croissant pour les Laotiens

caoutchouc, du papier et des matières premières destinées à la fabrication de biodiesel dans leurs zones spéciales.»

Pan pense que la grande amitié manifestée par Pékin à l'égard de son petit frère communiste tient au régime politique du Laos: «Notre système de parti unique est très vulnérable aux décisions prises par le porte-monnaie», dit-il pour décrire la corruption qui règne dans le pays. Cependant, l'influence des autres pays voisins reste prédominante malgré la précipitation des Chinois. Le principal partenaire commercial est la Thaïlande, dont beaucoup de Laotiens se sentent très proches sur le plan ethnique et linguistique. Du point de vue politique, c'est la voix du Viêt-nam – le voisin oriental – qui est prépondérante.

Étalage de la richesse chinoise

Il est midi. Le soleil est au zénith et fait ruisseler la sueur par tous les pores. Lung Noi Daa mange une soupe aux vermicelles dans la seule échoppe rescapée de Ban Kwuan.

Actuellement, 127 familles vivent encore dans ce petit village laotien, situé au bord du Mékong, qui depuis longtemps ne ressemble plus à ce qu'il était autrefois. Les simples maisons de bois sur pilotis disparaissent déjà derrière le kitsch néoclassique qui symbolise le progrès aux yeux des Chinois et surtout démontre leur puissance. Génération après génération, les habitants de Ban Kwuan ont vécu en harmonie avec la nature: ils pêchaient du poisson dans le Mékong, tandis que les champs leur fournissaient du riz et des légumes.

Quelques poules égarées courent encore sur la route toute neuve asphaltée en rouge. Elles font tache dans le nouvel univers artificiel qui commence au bout de l'allée. Les rues qui forment le cœur de la zone spéciale du Triangle d'Or se nomment Park Avenue ou Shopping Street. Devant le Kapok Garden Hotel, un établissement surdimensionné avec

ses centaines de chambres climatisées, le parking est désert. Tout cela fait penser à un décor de cinéma sans acteurs. Juste à côté se trouve le casino, une bâtisse présomptueuse surmontée d'un dôme doré. De longues limousines noires et des véhicules tout-terrain Hummer ornent les alentours de ce temple de l'argent, censé rentabiliser un jour les investissements chinois.

Un autre monde

C'est là un monde totalement étranger à des gens comme Lung Noi Daa. «De toute manière, je n'échangerai jamais de mon plein gré ma maison contre une maison chinoise préfabriquée», affirme-t-il. Cela l'amène à parler des plans de transformation que concoctent les nouveaux propriétaires de son village. Il paraît que les bulldozers vont démolir, en janvier prochain, les dernières maisons de Ban Kwuan pour les remplacer par un palais des congrès – que l'on pourra aussi louer pour des mariages et de grandes réceptions privées.

Le terrain sur lequel doit se construire le nouveau Ban Kwuan est déjà défriché et l'on y dresse en ce moment les échafaudages de bambou pour la première maison type. Lung Noi Daa a l'air perdu en regardant cet immense espace aplani qui n'a rien à voir avec sa réalité à lui. Et juste au-delà, derrière les rizières desséchées, on voit apparaître le prochain grand chantier: l'aéroport international de Thonpeung. Il amènera les joueurs du monde entier au casino du Triangle d'Or. Lung Noi Daa ne sait pas trop quel objectif il entend atteindre avec son groupe d'activistes. Ce qui est certain, c'est qu'il se battra jusqu'à l'irrévocable «Rien ne va plus!». ■

**Pascal Nufer, journaliste indépendant, vit en Thaïlande. Il est le correspondant de plusieurs médias germanophones pour l'Asie du Sud-Est.*

(De l'allemand)

Un avenir incertain

Des gens comme Pan ou le riziculteur Lung Noi Daa osent mettre en doute la viabilité à long terme de l'avancée chinoise. «Plus les Laotiens verront à quel point les Chinois bénéficient d'un traitement spécial dans notre pays, plus leur colère sera grande. Pas seulement contre les immigrants en provenance du pays voisin, mais aussi contre notre propre gouvernement», prophétise Pan. Cette liaison avec la Chine pourrait ainsi déboucher un jour sur une situation explosive qui compromettrait le gouvernement laotien et la stabilité de tout le pays.

Une journée sur le terrain avec...

Martin Sommer, chef des bureaux de coopération à Vientiane et à Hanoi, et responsable pour la région du Mékong

J'habite près de la rive du Mékong, dans une maison à colombages des années trente. Dans mon quartier, il n'y a pratiquement que des autochtones. Nous ne voulions pas résider dans un ghetto pour étrangers, derrière des murs qui nous auraient coupés de la vie locale. Vientiane est une petite ville agréable, dont le rythme fait penser à Berne.

J'aime travailler tranquillement tôt le matin, avant de voir tout le monde arriver à huit heures. Actuellement, le bureau de coopération de Vientiane emploie une quinzaine de personnes et celui de

«L'essence de notre travail se nourrit de rencontres personnelles.»

Hanoi 17. Mon cahier des charges comporte la direction des programmes de la DDC au Laos et au Viêt-nam – dont les capitales sont à une heure de vol l'une de l'autre. Comme je suis également responsable du programme régional pour le Mékong, je me rends souvent à Bangkok. Nous examinons actuellement la manière dont une partie des ressources libérées par la restructuration de notre programme vietnamien pourront être affectées au Myanmar. Lors d'un voyage en novembre dernier, je me suis rendu compte à quel point les Birmans ont besoin d'aide. Sur la base du programme humanitaire de la DDC et en coordination avec d'autres donateurs, nous élaborons une stratégie qui doit nous permettre de participer aux efforts de réformes et de porter secours à une population terriblement pauvre – sans favoriser pour autant le régime actuel.

J'ai malheureusement peu l'occasion d'aller sur le terrain, étant trop occupé par mes tâches de gestion. Je ne peux assumer mes diverses fonctions qu'en m'appuyant sur des équipes qui travaillent de manière autonome dans leurs domaines respectifs. En février dernier, nous avons évalué et adapté ensemble le plan quinquennal des deux pays prioritaires ainsi que le programme régional. Nous nous y étions préparés avec soin. Ainsi, nous avons pu faire des propositions solides à nos collègues venus de Suisse et du Viêt-nam, de sorte que cet atelier de deux jours a eu l'efficacité et les résultats souhaités.



Une chose qui me réjouit moins est le nombre croissant de rapports que nous avons à rédiger pour la centrale dans le cadre de la réorganisation de la DDC. Je suis convaincu que l'essence de notre travail ne figure pas dans les rapports, mais se nourrit – ici comme en Suisse – de rencontres personnelles.

C'est dans le contact direct avec les autochtones que nous sentons le mieux si notre travail est utile et de quelle manière. Un exemple actuel: le gouvernement ayant décidé de transplanter sept villages soutenus par la DDC, nous estimions que la seule chose à faire était de nous retirer d'un projet réalisé dans le nord du Laos. Cela a conduit le gouverneur de la province concernée à venir nous voir dans la capitale. Après une rencontre animée, il nous a invités à nous rendre sur place. J'ai accepté. Les discussions sur le terrain ont montré que les déplacements prévus n'avaient pas que des aspects négatifs. J'ai alors proposé au ministre responsable à Vientiane de planifier l'opération avec la population concernée et avec nous. Le ministre est entré en matière. C'est la première fois que le gouvernement laotien autorise un pays donateur à coorganiser un tel déplacement en apportant son soutien à la population concernée. Ce processus est aussi une source d'espoir pour l'avenir. L'effort a été considérable – rien que ce voyage dans le Nord m'a pris presque une semaine. Mais l'expérience a été payante pour le village, pour la province, pour le ministère et, en fin de compte, pour la Suisse. ■

(Propos recueillis par Gabriela Neuhaus)

(De l'allemand)

Liens utiles

Le programme de la DDC pour la région du Mékong se concentre sur le développement rural, l'agriculture et la gouvernance. Alors que le programme consacré au Laos sera encore étoffé dans les années à venir, le Viêt-nam cessera désormais d'être un pays prioritaire de la coopération suisse. La DDC renforce par contre son engagement à l'échelle régionale et au Myanmar. Autres informations sur les activités de la DDC en Asie du Sud-Est: www.ddc.admin.ch, «pays», «Asie du Sud-Est», «Mékong» et www.swiss-cooperation.admin.ch/mekong (en anglais)

Ces degrés supplémentaires qui aggravent la pauvreté

J'aime bien voyager dans mon pays et partout dans le monde. Ici au Laos, beaucoup de choses ont changé ces dernières années, énormément même. Il y a quelque temps, je me suis rendue dans le Xiengkhouang, une province du Nord que j'avais visitée pour la dernière fois cinq ans auparavant. À la descente de l'avion, j'ai été très surprise par les changements intervenus, ceux du climat en particulier. Il y a cinq ans – c'était la même saison, le même mois en fait –, j'avais dû m'habiller chaudement, mettre des gants ainsi qu'un châle pour affronter le froid, le vent et la pluie.

Maintenant, la température n'est pas seulement clémente, il fait même très chaud. Toute la région souffre de la sécheresse. Les paysans manquent d'eau pour irriguer les cultures, ce qui augmente encore la précarité alimentaire des ménages qui n'ont pas la possibilité de produire eux-mêmes leur nourriture. Mais cette situation ne se limite pas à la province du Xiengkhouang. Elle se manifeste partout au Laos et dans d'autres pays en développement à travers le monde, qui se voient tous confrontés au même problème.

Vientiane, la capitale, a vu augmenter fortement la demande de climatiseurs. On utilise ces installations dans les bureaux, mais également et de plus en plus dans les habitations privées. Notre système de transport s'est lui aussi transformé. Beaucoup de gens roulent désormais en voiture, plutôt qu'à vélo ou à moto. Ils croient pouvoir se protéger de cette manière contre le réchauffement climatique. Manifestement, ils ne se rendent pas compte qu'ils y contribuent au contraire, en agissant ainsi. Cette année, je ne m'habille donc pas aussi chaudement qu'autrefois. Il y a trente ans, quand j'allais encore à l'école, j'emportais parfois même une chaufférette portative, en plus de porter de bons vêtements.

Le Laos est en train de se développer à vive allure. Les structures économiques ont changé. L'infrastructure est nouvelle, de même que les influences et les relations internationales. De nombreuses raisons expliquent ces transformations qui affectent,

entre autres, nos ressources en eau : des barrages ont été construits sur nombre de rivières et de fleuves – dont le plus grand de tous, le Mékong. Résultat : même la capitale a des problèmes d'approvisionnement en eau ; les paysans ne peuvent plus irriguer et beaucoup de riverains ont perdu leur seule source de revenus. La pêche est en voie de disparition ; cela signifie que les gens n'ont plus assez à manger et en même temps qu'ils ne gagnent plus rien. Tout cela ne fait qu'augmenter le dénuement dans un pays déjà pauvre.



Innakhone Vorachak vit à Vientiane, la capitale du Laos. Âgée de 42 ans, elle a étudié la biologie à l'Université d'Odessa (Russie), puis le développement rural et l'aménagement du territoire à l'Institut asiatique de technologie, en Thaïlande. Elle est actuellement codirectrice de la Sustainable Agriculture and Environment Development Association (www.saedalao.org). Cette organisation non gouvernementale s'emploie à promouvoir une agriculture durable. Elle soutient des études sur les effets de certaines substances chimiques ainsi que sur la gestion de la biodiversité.

De nombreux facteurs contribuent au changement du climat dans le monde. Parmi eux figurent les phénomènes liés au soleil, le mode de rotation de cet astre sur son axe, son activité, ses taches et la composition chimique de son atmosphère. Le gaz carbonique (CO₂), la vapeur d'eau, le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O) et l'ozone représentent moins de 1% de l'atmosphère terrestre. C'est l'augmentation de ces gaz – surtout celle du CO₂ – qui provoque le réchauffement climatique. Les scientifiques parlent d'effet de serre additionnel (lié aux activités humaines), par opposition à l'effet de serre dit naturel. Quantité d'organismes et de pays tentent de résoudre ensemble ce problème. Ils organisent des séminaires, des séances et dressent des procès-verbaux. Néanmoins, beaucoup d'États continuent de se comporter comme ils l'ont toujours fait, aggravant ainsi le bouleversement du climat.

En tant que citoyenne du Laos et du monde, je voudrais exhorter tout un chacun – depuis les gouvernements jusqu'aux simples individus – à réfléchir, à s'informer, afin de prendre les bonnes décisions et d'empêcher que le réchauffement de la planète ne s'accélère encore davantage. ■

(De l'anglais)

La rivière que l'on prenait pour un dépotoir

En traversant une ville et des zones agricoles dans le sud-ouest de la Macédoine, la rivière Golema se chargeait de polluants divers. À son tour, elle contaminait le lac Prespa, un site réputé pour la richesse de sa biodiversité. Depuis quelque temps, la qualité de l'eau s'est nettement améliorée, grâce à un projet d'assainissement financé par la Suisse.



L'eau de la rivière Golema est plus propre qu'avant et ses berges rehaussées retiendront les crues

(jls) Le lac Prespa est un lieu de villégiature idyllique, avec ses plages de sable fin, son climat méditerranéen et une nature apparemment intacte. C'est aussi un biotope unique au monde qui abrite une multitude d'espèces animales et végétales. Mais ce joyau écologique est en danger. La Golema, qui l'alimente, était jusqu'ici extrêmement polluée. Les eaux usées des ménages et des industries étaient déversées dans la rivière sans aucun traitement préalable. Les riverains y jetaient également toutes sortes d'immondices. En outre, les engrais et les pesticides utilisés par les agriculteurs s'infiltraient dans le sol, contaminant les eaux souterraines et de surface.

Promenade au bord d'une rivière propre

Depuis quelques années, la DDC finance un projet de revitalisation de la Golema, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Un système de ramassage des poubelles a été mis sur pied, de sorte que les habitants ne sont plus tentés de jeter leurs déchets dans la rivière. Ensuite, le projet a entrepris d'assainir le tronçon le plus pollué, long d'un kilomètre, qui traverse la petite ville de Resen. Une grande opération de nettoyage a débarrassé la rivière de tous ses débris. On a construit un réseau d'égouts qui évacue les eaux usées des ménages et des industries vers une station d'épuration. Actuellement, les travaux

consistent à canaliser la Golema et à rehausser ses berges afin qu'elles contiennent les crues. Une promenade pavée et éclairée est aménagée le long du nouveau canal. Parallèlement, des campagnes de sensibilisation incitent la population à changer de comportement et à protéger l'environnement, notamment en triant les déchets.

Retombées sur le tourisme

« Toutes ces actions, qui ont permis de réduire sensiblement la pollution de la Golema, se réalisent avec la participation des autorités et des citoyens », souligne Romana Tedeschi, chargée de programme à la DDC. « Il était essentiel d'intégrer d'emblée la municipalité de Resen dans le projet, car c'est elle qui devra assurer l'entretien de la rivière et du réseau d'égouts. » Hormis ses impacts positifs sur la santé et sur l'environnement, ce projet pourrait aussi relancer le tourisme. Ces dernières années, les nuitées avaient diminué dans les hôtels du lac Prespa. ■

Un trésor écologique à protéger

L'assainissement de la rivière Golema fait partie d'un projet plus vaste du PNUD qui vise à protéger l'écosystème de tout le bassin versant du lac Prespa. Cette région montagneuse, à cheval sur trois pays, héberge 1500 types de plantes. On y trouve également de très nombreuses espèces animales, dont certaines sont menacées d'extinction, comme le pélican frisé ou le cormoran pygmée. Mais la biodiversité s'érode peu à peu sous l'effet de la déforestation et de la pollution. Soucieux d'enrayer ce déclin, les gouvernements de Macédoine, de Grèce et d'Albanie se sont engagés en 2000 à protéger la région du lac Prespa, qui abrite un parc national transfrontalier. Aujourd'hui, avec l'aide du PNUD, ils mettent en œuvre une gestion intégrée des écosystèmes. Le but est de préserver la biodiversité et de réduire la pollution de l'eau, tout en assurant le développement économique de la région.

Haïti a besoin d'experts et de patience

Plusieurs mois après le tremblement de terre du 12 janvier dernier, la reconstruction en Haïti peine toujours à prendre son essor. Pour assurer l'efficacité et le ciblage de ses projets, la DDC a commencé par réunir les connaissances spécifiques: le bureau de coopération à Port-au-Prince s'est vu adjoindre un centre de compétences, chargé des questions techniques, qui est également à la disposition d'autres organisations.



Jürg Bohnenblust/DDC

Jürg Bohnenblust/DDC (2)

La catastrophe

Le séisme du 12 janvier 2010, d'une magnitude de 7 sur l'échelle de Richter, a provoqué d'énormes dégâts dans la capitale haïtienne, Port-au-Prince, et dans les régions environnantes. Selon l'ONU, il a fait 220 000 morts, 300 000 blessés et environ 1,5 million de sans-abri. Le 31 mars, l'ONU a convoqué à New York une conférence ministérielle sur la reconstruction de Haïti. À cette occasion, les pays donateurs ont promis des aides financières totalisant 10 milliards de dollars. Pour la période allant de 2010 à 2012, la DDC participe à hauteur de 36 millions de francs aux efforts communs. À ce montant s'ajoutent 64 millions de francs de dons en provenance de la Suisse, que la Chaîne du bonheur canalise par l'intermédiaire de ses partenaires.

(gn) « Une grande confusion continue de régner en Haïti, où nombre d'organismes cherchent des solutions pour mener leurs projets d'entraide. » Tel était le constat fait par Jürg Bohnenblust, chargé de programme suppléant pour Haïti, en mai dernier, soit quatre mois après le terrible séisme. De retour de l'île meurtrie, il racontait que cette mission avait été l'une des plus exigeantes qu'il ait vécues au cours de longues années passées au service de l'Aide humanitaire de la Confédération: « La plupart des secouristes présents n'avaient jamais vu un tel degré de destruction et été confrontés à des défis aussi importants en matière de reconstruction. »

Flou autour des droits de propriété

On estime qu'il faudra déblayer quelque 40 millions de tonnes de gravats pour faire de la place aux nouvelles maisons. C'est à Port-au-Prince, capitale à l'habitat très densifié, que l'on rencontre les principales difficultés. L'approvisionnement en eau reste extrêmement précaire. Même après de graves

catastrophes, les secouristes peuvent normalement s'appuyer sur des structures existantes. Ce n'est pas le cas en Haïti: déjà faible, l'État a été complètement paralysé par un tremblement de terre qui a irrémédiablement détruit des pans entiers de l'administration.

Cette situation empêche une progression rapide des travaux, alors que l'argent nécessaire est disponible: la conférence internationale des donateurs, réunie en mars à New York, a promis 10 milliards de dollars en faveur de la reconstruction. Mais la réalisation de projets sur le terrain se fait attendre. Et il y a de quoi. Par exemple, il est délicat de bâtir de nouvelles habitations alors que les droits fonciers ne sont pas clairement établis. De plus, « la construction d'écoles ou de routes nécessite des normes qui doivent être admises et appliquées par tous les intervenants, en particulier par le gouvernement haïtien », souligne Jürg Bohnenblust. Les bases nécessaires sont en voie d'élaboration, mais ce processus exige du temps.

Avec l'appui de la Banque mondiale, le gouvernement haïtien a certes pu présenter à New York déjà un plan ambitieux de reconstruction. Cependant, il ne pourra pas le mettre en œuvre sans un important soutien de la communauté internationale.

La continuité offre une chance

Parmi les autres facteurs qui entravent une reconstruction axée sur l'avenir, il faut citer l'incertitude politique liée à l'élection présidentielle programmée en novembre prochain, le manque de sécurité et de stabilité ainsi que la prochaine saison de cyclones, qui s'étend de juin à novembre.

Dans ce contexte, les relations établies avant le séisme et les projets réalisés par le passé s'avèrent précieux, relève Eliane Kiener, chargée de programme pour Haïti à la DDC: «Depuis 2006, nous nous sommes concentrés sur la reconstruction d'infrastructures sociales (écoles, services de soins, etc.), sur

Un objectif ambitieux, selon Jürg Bohnenblust, vu la situation sur place.

Une plate-forme suisse

Pour favoriser l'indispensable reconstruction malgré des conditions difficiles, la DDC a commencé par investir dans des mesures structurelles: au sein de son bureau de coopération à Port-au-Prince, elle a créé un Centre de compétences techniques (CCT) comprenant des membres du CSA (dans un premier temps, des spécialistes de la construction et de l'eau). Ceux-ci élaborent les documents de base qui font défaut, comme des contrats-types, des plans de construction ou encore des rapports relatifs à des projets de la DDC.

Ces experts, de même que leur bibliothèque dotée d'une banque de données techniques, ne sont pas seulement à la disposition de la DDC et de ses organisations partenaires. Le CCT devrait au contrai-



La reconstruction progresse lentement en Haïti. Beaucoup de maisons sont encore en ruines et un grand nombre d'habitants continuent de vivre dans des abris temporaires fournis par l'aide internationale.



la sécurité alimentaire et sur l'aide d'urgence. Au cours des mois et des années à venir, nous allons mettre l'expérience ainsi acquise au service d'une reconstruction durable.» Face à l'ampleur des besoins, il faut beaucoup de courage pour se limiter à certains domaines, estime-t-elle. Vu l'énorme engagement international en faveur d'Haïti, c'est toutefois uniquement de cette manière que la Suisse, petit pays donateur, pourra exploiter son savoir-faire et les connaissances de ses experts, afin de faire valoir ses arguments et d'apporter une aide efficace à ce pays sinistré.

Plusieurs spécialistes de la DDC travaillent actuellement en Haïti pour des organisations de l'ONU. Un membre du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) dirige par exemple la division de construction de l'Unicef, qui s'est donné pour objectif d'assurer d'ici l'automne un enseignement scolaire digne de ce nom à 700 000 enfants et adolescents.

re devenir une plate-forme où tous pourront échanger les connaissances acquises et les faire évoluer. On prévoit par exemple de mettre sur pied des cours ciblés pour former des spécialistes locaux du bâtiment, qui pourront aussitôt être engagés dans les divers projets de reconstruction.

«Cette idée a suscité un vif intérêt aussi bien auprès des œuvres d'entraide suisses que des institutions de l'ONU», relève Jürg Bohnenblust. Dans l'incertitude actuelle, il importe avant tout de rester souple et d'axer les activités sur les besoins locaux. Le CCT a pour objectif de regrouper ces besoins et de créer, avec l'aide des spécialistes du CSA, les conditions nécessaires à une mise en œuvre efficace des projets de reconstruction. ■

(De l'allemand)

Aide à la reconstruction

Durant les premiers jours et semaines qui ont suivi le tremblement de terre en Haïti, la DDC a apporté une contribution importante aux opérations d'aide d'urgence: 170 tonnes de marchandises et 110 collaborateurs de l'Aide humanitaire suisse ont été envoyés sur place. Ces derniers ont concentré leurs activités sur les domaines suivants: soins médicaux, approvisionnement en eau potable et distribution de l'aide. De plus, 2000 familles ont reçu des lots de matériel (lattes de bois, tôles ondulées, bâches, etc.) qui leur ont permis de se construire un abri temporaire correspondant à leurs besoins.

www.ddc.admin.ch,
«Dossiers», «Séisme en Haïti: activités de l'aide humanitaire sur place»

DDC interne



Changement à la direction de la DDC

(lrf) Depuis début juillet, Kurt Kunz, 53 ans, dirige le domaine Coopération avec l'Europe de l'Est. Après des études de sociologie à l'Université de Zurich, il a été délégué du CICR. Puis il est entré en 1987 dans le service diplomatique du DFAE, travaillant successivement à Berne, Ottawa, Brasilia, Vienne et Bruxelles. Son dernier poste a été celui de premier collaborateur à l'ambassade de Suisse à Madrid, où il était responsable des affaires multilatérales (UE, ONU), de la politique étrangère et de sécurité, ainsi que de la presse et de l'information. Kurt Kunz succède à Therese Adam, qui dirigeait le domaine Coopération avec l'Europe de l'Est depuis novembre 2001. Après des études d'agronomie à l'EPFZ, cette Soleuroise de 59 ans a été notamment conseillère auprès de la Direction nationale de l'agriculture au Mozambique, puis responsable d'un projet agricole à Madagascar. Elle a assumé depuis 1987 diverses fonctions à la DDC, à Berne et à Niamey (Niger). Fin août, Therese Adam prendra sa nouvelle fonction d'ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire au Mozambique.

Formation de sauveteurs en Chine

(unz) La Chine compte plus de la moitié des victimes de séismes dans le monde, ce qui en fait la région la plus menacée

de la planète par les tremblements de terre. Des experts de la Chaîne suisse de sauvetage ont soutenu durant sept ans la mise en place de l'Équipe internationale de recherche et de secours de Chine (Cisar) et la formation de ses membres. Ce groupe de secouristes a franchi une étape importante en 2009: l'ONU a reconnu sa conformité aux normes fixées par le Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage (Insarag). Cette certification



P. Fischer/DDC

tion permettra à la Cisar de participer à des opérations de sauvetage internationales. «Nous avons atteint notre objectif dans le respect réciproque et indépendamment des différences culturelles», relève Huang Jianfa, chef des secours en cas de séisme au sein de l'administration chinoise. La Suisse contribue aussi à la mise en place de services de sauvetage locaux dans d'autres régions menacées, notamment en Inde, en Turquie, en Jordanie, en Géorgie, au Maroc et au Pérou.

Améliorer l'hygiène dans un hôpital yéménite

(urf) L'hôpital Ibn-Khaldûn, dans le sud du Yémen, se trouve confronté à une pénurie croissante de ressources. Et l'afflux de réfugiés en provenance des régions en crise de Somalie et d'Éthiopie ne fait qu'aggraver la situation. En partenariat avec l'Association

des hôpitaux tessinois, un projet mené dans le cadre du programme global Migration de la DDC vise à améliorer les conditions d'hygiène dans cet établissement: il s'agit d'y faire baisser le taux de mortalité et de freiner la propagation de maladies contagieuses. La formation continue du personnel local est aussi un thème essentiel du projet. Ces améliorations apportées au système de santé contribueront au développement du Yémen. *Durée du projet: 2010-2015*
Volume: 1,5 million CHF

La petite irrigation au Niger

(bm) L'économie du Niger repose en grande partie sur le secteur rural qui occupe plus de 80% de la population. L'agriculture est dépendante des conditions climatiques et doit faire face à une forte croissance démographique. Pratiquée sur des exploitations de taille modeste et utilisant des technologies peu coûteuses, la petite irrigation peut accroître la productivité et les revenus des agriculteurs. En partenariat avec les universités de Lausanne et de Niamey, la DDC a lancé un projet destiné à évaluer le potentiel et les contraintes de cette pratique. L'objectif est de promouvoir la petite irrigation et sa prise en compte dans les politiques agricoles du Niger. *Durée du projet: 2010-2012*
Volume: 500 000 CHF

Femmes victimes de violences

(bm) Terreau de conflits ouverts ou latents, la région africaine des Grands Lacs est profondément marquée par les violences faites aux femmes, aussi bien au sein de la famille que dans le contexte de la



Redux/lat

guerre. Depuis avril 2010, la DDC réalise un programme de prise en charge psychosociale. Son objectif est de promouvoir les droits de la femme, de soutenir les femmes victimes de conflits et d'améliorer leur santé tant psychique que physique. Ce programme devrait permettre de diminuer les violences et de renforcer le statut des femmes dans la société. *Durée du projet (1ère phase): 2010-2013*
Volume: 2,6 millions CHF

Des ponts contre la pauvreté

(bm) Après avoir construit plus de 3000 ponts piétonniers, le Népal va maintenant en édifier d'autres destinés aux véhicules motorisés. Actuellement, deux tiers des routes sont impraticables durant la mousson. Des milliers de villageois sont ainsi dans l'impossibilité d'écouler leurs produits et d'accéder aux services publics (santé, écoles). Un programme de la DDC démarrera cet automne. Il portera dans un premier temps sur la construction de 20 à 25 ponts, pour s'étendre ensuite à l'échelle nationale. L'objectif est d'améliorer les conditions de vie de la population rurale. D'autres résultats sont attendus: transfert de technologies, formulation de normes de construction et établissement d'un inventaire national des ponts. *Durée du projet (1ère phase): 2010-2014*
Volume: 9 millions CHF

Les forêts en pleine lumière

Pour leur malheur, les arbres ont souvent plus de valeur abattus que sur pied. Mais cela pourrait changer. Alarmée par les changements climatiques, la communauté internationale se mobilise afin de préserver ces puits de carbone. On envisage d'allouer des compensations financières aux pays tropicaux qui stoppent la déforestation. De Jane-Lise Schneeberger.



VU/af

Les forêts tropicales disparaissent au rythme de 13 millions d'hectares par année. La principale cause de leur destruction est le besoin croissant de surfaces agricoles. Dans les pays du Sud, nombre de petits paysans ne possèdent pas de terres fertiles. Ils sont obligés d'abattre et de brûler des arbres pour installer leurs cultures de subsistance. Après deux ou trois ans, quand le sol est épuisé, ils défrichent d'autres forêts. L'agriculture industrielle déboise, elle, à très large échelle : en Amérique latine et en Asie, ce sont des forêts entières qui partent en fumée pour faire place à des pâturages extensifs ou à des plantations de soja, de maïs, de palmier à huile, etc.

Perte de biens et de services

Ces pratiques ont des conséquences dramatiques sur le plan social et environnemental. En effet, la forêt fournit de nombreux biens et services. Hormis le bois d'œuvre et de feu, les populations riveraines vont y chercher une multitude de produits non ligneux indispensables à leur existence, tels que gibier, fruits, plantes médicinales ou fourrage. En

outre, la forêt régule le cycle de l'eau, protège les sols contre l'érosion et abrite 80% de la diversité biologique.

Enfin, cet écosystème joue un rôle majeur sur le plan climatique, dans la mesure où il absorbe et stocke d'énormes quantités de carbone. Quand des arbres brûlent ou pourrissent sur place, ils libèrent ce carbone qui, au contact de l'oxygène, se transforme en CO_2 . La déforestation est ainsi responsable de 17% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Dans la plupart des pays tropicaux, ce taux peut même atteindre 60 ou 80% des émissions nationales.

Carbone contre dollars

Les services rendus par la forêt sont connus depuis longtemps. Pourtant, les tronçonneuses sont toujours à l'œuvre. «Jusqu'à présent, le combat contre la déforestation n'a guère dépassé le stade de la rhétorique. Ni la coopération internationale au développement, ni les pays du Sud n'ont pris de véritables mesures pour enrayer ce phénomène», remarque Jürgen Blaser, vice-directeur de la Fon-

La FAO évalue les dégâts

La déforestation a légèrement diminué ces dix dernières années, mais elle se poursuit à un rythme alarmant dans de nombreux pays, indique la FAO dans son *Évaluation des ressources forestières mondiales 2010*. Durant cette période, environ 13 millions d'hectares de forêts par an ont été convertis à d'autres utilisations (comme, sur la photo ci-dessus, en Papouasie-Nouvelle-Guinée) ou ont disparu pour des raisons naturelles. Dans les années 90, ce rythme était de 16 millions ha. Alors que les taux de déforestation ont baissé au Brésil et en Indonésie, d'autres pays tropicaux ont accusé de fortes pertes annuelles de forêts entre 2000 et 2010. L'Asie a affiché un gain d'environ 2,2 millions ha par an, surtout grâce à des programmes de boisement en Chine, en Inde et au Viêt-nam.



Luca Zanetti/Art

Déforestation et dégradation

La déforestation et la dégradation des forêts sont deux notions bien distinctes. La première correspond à un changement d'affectation des terres. Tous les arbres sont abattus, afin d'aménager des cultures agricoles, des pâturages, des exploitations minières ou des zones d'habitation. Le carbone stocké dans la biomasse et dans le sol est alors libéré en une fois. On parle de dégradation, en revanche, lorsque l'état de la forêt est peu à peu altéré, sous l'effet de coupes fréquentes et anarchiques. Dans ce cas, le carbone se perd progressivement, en même temps que les autres biens et services de la forêt.

dation Intercooperation et consultant de la DDC en matière de forêts.

Heureusement, la tendance est en train de s'inverser. «La perception de la forêt a changé au niveau international. Tout le monde reconnaît aujourd'hui que la lutte contre les changements climatiques passe par une réduction des émissions de carbone forestier», note Jürgen Blaser. Une idée a fait son chemin depuis 2005 dans les négociations internationales : il faut allouer des subventions aux pays du Sud pour qu'ils cessent d'abattre leurs forêts. Les pays industrialisés sont prêts à financer un mécanisme d'incitation à la Réduction des émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts (Redd). Un accord international a de bonnes chances d'être conclu d'ici 2012. Au préalable, les négociateurs doivent s'entendre sur la structure et les modalités de ce système international de paiements. Il reste également à résoudre plusieurs problèmes épineux, comme la mesure du carbone stocké dans les forêts, le suivi des réductions d'émissions et la redistribution des revenus aux populations locales.

tions d'émissions et la redistribution des revenus aux populations locales.

Les aides pleuvent

Sans attendre la finalisation d'un accord sur la Redd, les pays industrialisés – dont la Suisse, par le biais du Secrétariat d'État à l'économie (Seco) – ont déjà engagé des sommes conséquentes pour tester ce mécanisme. Ils ont par exemple versé 260 millions de dollars au Fonds de partenariat pour le carbone forestier. Créé en 2008 par la Banque mondiale, cet instrument aide 37 pays tropicaux à préparer leur participation au futur système de compensations. De son côté, le Programme d'investissement pour la forêt a reçu 600 millions de dollars pour financer la mise en œuvre de stratégies nationales de Redd dans cinq pays pilotes (Burkina, Ghana, Indonésie, Laos et Pérou). Par ailleurs, six nations industrialisées ont promis un total de 3,5 milliards de dollars, afin d'appuyer le lancement d'activités de Redd entre 2010 et 2012.

Jürgen Blaser se félicite de cette mobilisation : « On n'avait encore jamais consacré autant d'attention et autant d'argent à la forêt. Maintenant, il s'agit d'utiliser ces aides efficacement. Un travail de longue haleine attend tous les acteurs concernés, en particulier les agences de développement. » Hormis sa contribution aux différents fonds multilatéraux, la coopération internationale devra fournir un appui technique aux pays du Sud, dont la tâche s'annonce difficile. S'ils veulent générer des crédits Redd, ces derniers devront notamment établir un inventaire du carbone et créer un système complexe de surveillance des émissions. Beaucoup ne possèdent ni les compétences pointues ni le niveau de gouvernance que ce processus exige.

Une boîte à outils pour la Redd

Avec l'appui de la DDC et de la coopération allemande, Madagascar a été l'un des premiers pays en développement à tester la faisabilité de la Redd. Un

se, plus anciens, montrent qu'il est possible de préserver les forêts tout en assurant la sécurité alimentaire et les revenus des populations riveraines. L'un d'eux se réalise depuis 1999 en Colombie avec l'appui du Seco. Il vise à reboiser des terres dégradées et à stopper la déforestation. Au lieu de défricher complètement les forêts, de petits propriétaires acceptent de laisser une partie de la végétation sur leurs terres et d'y pratiquer l'agroforesterie, système qui intègre des arbres dans les paysages cultivés. Depuis peu, le Fonds de partenariat pour le carbone forestier comble le manque à gagner qui en résulte : il verse aux paysans des compensations financières pour les services environnementaux de la forêt.

Dans trois pays andins, la DDC réalise par ailleurs un projet régional qui sensibilise les différents acteurs à la nécessité de protéger les ressources naturelles et leur dispense la formation nécessaire. Les paysans diversifient leurs sources de revenus en se



Jürgen Blaser/DDC



Philippe Braut/Oeil Public/leif

Que ce soit en Colombie (à gauche), en Inde ou en Indonésie, la forêt fournit de précieux biens et services. Il est prévu d'allouer des compensations financières aux pays tropicaux qui stoppent la déforestation.

projet pilote, mis en œuvre par Intercooperation, a élaboré un système de quantification du carbone séquestré dans les forêts et une méthode permettant d'analyser les causes socioéconomiques de la déforestation. Il a également conçu un mécanisme de compensations qui devrait inciter les paysans à adopter des modes de culture moins nuisibles pour la forêt. Enfin, le projet a proposé une structure de gouvernance forestière. Le gouvernement malgache pourra utiliser ces quatre outils d'ici mars 2011. « Ayant été validés dans plusieurs régions forestières, ils sont adaptables aux divers écosystèmes malgaches. Ils pourront aussi être mis à la disposition d'autres pays en développement », souligne Eric Chevallier, chargé de programme chez Intercooperation.

Gagner sa vie sans déboiser

De nombreux autres projets de la coopération suis-

turnant vers des activités de substitution qui ne dégradent pas la forêt, comme l'apiculture ou l'écotourisme.

Au Népal, la DDC accompagne également depuis vingt ans la politique de foresterie communautaire : l'État a déjà transféré la gestion d'un quart de ses forêts aux populations locales, qui ont le droit d'en exploiter la totalité des produits. Ce système a non seulement fait reculer la pauvreté, mais également mis un frein aux feux de forêts et aux coupes illégales. Les habitants entretiennent soigneusement ces espaces dont dépend leur subsistance. ■

En dehors de Kyoto

Le Mécanisme de développement propre (MDP), instauré par le Protocole de Kyoto, permet aux pays industrialisés d'obtenir des « crédits de carbone » en finançant des projets qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre dans le Sud. Malheureusement, la lutte contre la déforestation ne figure pas parmi les activités susceptibles de générer des crédits. Le boisement et le reboisement, eux, sont éligibles au titre du MDP. Cependant, très peu de projets ont été lancés dans ces domaines, en raison notamment d'une réglementation contraignante et de la complexité des procédures. Pour sa deuxième période d'engagement, qui commencera en 2013, le Protocole de Kyoto est censé résoudre ces problèmes. La liste des activités donnant droit à des compensations sera élargie. Elle comprendra non seulement la Redd, mais également la plantation d'arbres, la gestion durable des forêts et la régénération des zones dégradées – un ensemble appelé « Redd-plus ».

Ma ville sous la poussière



Andrew / Iesta/Paros/Strates



Ces jours-ci, je repense le matin, dans ma ville polluée, à l'époque où l'on y voyait davantage de verdure, où les habitants étaient en meilleure santé, où l'eau était plus fraîche...

Où est passé l'environnement propre de ma cité? Pristina s'est transformée en une étendue totalement urbanisée avec une multitude d'habitants, de logements et d'immeubles commerciaux qui ont encore rétréci les rares espaces restés naturels.

Ce sont les gens eux-mêmes qui rendent l'environnement agressif. J'entends par là que nous sommes à la croisée des chemins. Sommes-nous capables de penser à l'avenir de nos enfants? Debout sur le balcon, je revois des images de mon enfance, du temps où nous faisons des excursions en famille et où – comme tous les enfants curieux – j'avais l'habitude de regarder les toits des maisons: presque tous avaient la même teinte rou-

geâtre; et je trouvais toujours intéressant de découvrir une toiture de couleur différente.

Aujourd'hui, tous les toits sont gris. Ce n'est pas leur couleur d'origine, mais ils sont recouverts de poussière. Si nous allons à la campagne pour visiter nos villages, nous sommes surpris par leur «modernité». Les champs sont en friche – ce qui est dû à l'absence d'une politique agricole digne de ce nom, mais aussi au fait qu'il n'y a personne pour les cultiver. Les jeunes sont partis, attirés par la ville. Les seuls à rester au village sont des personnes âgées, dont les forces déclinent.

Nous cherchons en vain l'image idyllique de la nature, que le grand poète albanais Naim Frashëri a décrite comme aucun autre dans *Troupeaux et labours*. Hélas, elle n'existe plus que dans notre mémoire. Les gens doivent comprendre que la nature n'est pas seulement la nature. C'est

également une source de dignité, de sérénité, de félicité. La richesse de tout un peuple.

Nos enfants méritent de grandir dans un air pur. Si chacun d'entre nous se donne un peu de peine, notre ville pourra peut-être se transformer en une véritable oasis. C'est tout de suite – et non demain – que nous devons commencer d'agir pour le bien de la collectivité, en protégeant de manière plus déterminée la qualité de l'air, de l'eau, de la terre. En travaillant à notre propre éducation et à notre prise de conscience. En réduisant au silence pendant au moins une journée le moteur de notre voiture, afin de sauvegarder notre santé et l'environnement. ■

(De l'albanais)

Ekrem Çitaku est né il y a 32 ans à Pristina, la capitale du Kosovo. C'est dans cette ville qu'il vit encore aujourd'hui, cumulant un emploi de dentiste dans une clinique privée et la direction d'une station de radio. « Ces activités sont mes deux passions dans la vie », dit-il. Ekrem Çitaku pratiquait déjà le journalisme pendant ses études de médecine. En 2000, il a fondé Radio Vala Rinore (les ondes de la jeunesse) qui est actuellement la station la plus populaire de Pristina. En 2005, il a également créé le Human Rights Radio Network, un réseau multiethnique et plurilingue auquel participent neuf stations de diverses communautés, basées dans toutes les régions du Kosovo. Son objectif est d'améliorer la communication entre les divers groupes ethniques et de promouvoir l'entente et la tolérance réciproques. www.radiovalarinore.com

L'irrésistible ghetto-tech venue d'Afrique

Dans un monde où la numérisation, l'urbanisation et l'internationalisation s'accélèrent, la musique africaine se fraie un chemin toujours plus direct vers le public européen et nord-américain. Tous les espoirs sont désormais permis. De Thomas Burkhalter*.



Flurina Rotherberger

Par le biais de plates-formes interactives sur Internet, de blogs ou de YouTube, une musique jouée par exemple dans un club de Côte d'Ivoire se fraie un chemin direct vers les pays du Nord

Quiconque assiste à un concert organisé par Motherland, au club Exil de Zurich, peut devenir citoyen de la République démocratique de Tamtam. Au service des naturalisations – une simple caisse en bois –, une actrice interroge le candidat sur ses motivations. Elle note lentement toutes ses réponses, en tapant à deux doigts sur une vieille machine à écrire. L'heureux naturalisé fête ensuite sa nouvelle citoyenneté en buvant une bière au bar et en dansant sur la musique de DJ Edu. Cet animateur

de la BBC passe les dernières nouveautés d'Afrique ainsi que leurs divers remixages réalisés par des *disc-jockeys* et des producteurs de Londres, New York ou Munich.

Les chasseurs-cueilleurs du 21^e siècle

L'Afrique est aujourd'hui du dernier chic dans les clubs d'Europe et d'Amérique du Nord. Certains initiés appellent la nouvelle tendance la ghetto-tech. D'autres parlent de la «world music 2.0», soit la mu-

sique du monde qui transite par des plates-formes interactives sur Internet. Ce genre fleurit sur le terreau de la *club culture* et dans le milieu artistique international. Faisant fi des frontières, il se mue en un réseau international et informel, mais avec le soutien d'entreprises médiatiques nationales, telle la BBC.

Porté par une équipe bénévole pluridisciplinaire – une graphiste, une photographe, un musicien, un administrateur, un politologue et un architecte d'intérieur –, Motherland est

soutenu financièrement par le Fonds culturel Sud de la DDC. La ghetto-tech est le reflet et le résultat logique de processus qui ne cessent de s'accroître : mondialisation, urbanisation et numérisation. Grâce aux nouvelles technologies, nombre de musiciens africains peuvent atteindre directement le public d'Europe et d'Amérique du Nord. D'une part, ils utilisent les réseaux de compatriotes qui forment la première, la deuxième, voire la troisième génération d'immigrants dans les métro-



Thomas Burchhalter

poles culturelles telles que Londres, Paris et New York. D'autre part, leur musique répond exactement aux goûts des DJ et des blogueurs, qui sont les chasseurs-cueilleurs du 21^e siècle. Ces derniers recherchent avec avidité non seulement des morceaux exclusifs et obscurs, mais aussi les derniers tubes susceptibles d'embraser les clubs ainsi que les succès oubliés de la musique populaire africaine des années 60 et 70. Par le biais de YouTube, de plates-formes musicales (comme Soundcloud) et de divers blogs (wayneandwax.com, Generation Bass ou Nomadic Wax, par exemple), des morceaux, des vidéos réalisées par des amateurs ou des professionnels parviennent sur les écrans d'organisateur de concerts tels que Motherland. De là, ils repartent sur Facebook vers des amis, puis vers les amis de ces amis.

Ni musique engagée, ni variété

Lorsqu'une vidéo est insolite et réussie, l'effet boule de neige fait des ravages. Ce fut le cas pour Die Antwoord et Gazelle, rappeurs et artistes disco blancs d'Afrique du Sud. Die Antwoord joue avec le stéréotype du Sud-Africain blanc, primitif et buveur de bière. Quant à Gazelle, de son vrai nom Xander Ferreira, un clip vidéo tourné à Bâle le montre déguisé en dictateur africain. Flanké de deux gardes du corps, le chanteur tente sans succès de soudoyer les hôtes de l'aéroport avec de faux billets. Quelle que soit la mise en scène, la ghetto-tech véhicule souvent un message politique et une critique de la société. D'une voix apparemment fragile, propre au rap américain, le chanteur somalien K'Naan raconte sa vision du monde.

Avec ses clips, il semble vouloir irriter nos nerfs optiques : des pirates somaliens côtoient soudain des pirates sortis d'un dessin animé de Walt Disney ; des images de lions et d'éléphants se mêlent à celles de soldats somaliens et de victimes de la guerre civile. «C'est notre monde. Nous avons le droit de nous amuser», scande K'Naan. Le rappeur exprime ainsi parfaitement l'esprit de cette nouvelle musique du monde, qui veut présenter les réalités et les clichés d'aujourd'hui, avec toutes leurs discordances et tous leurs contrastes. Cette musique n'est pas à proprement parler engagée, mais il ne s'agit pas non plus de pure variété. C'est dans les clips filmés avec des téléphones portables à Luanda que cette ambiance transparait le mieux : des femmes branchées, en tenue légère, et de jeunes hommes, mutilés par la

guerre, se livrent en duos aux contorsions les plus sauvages. La musique, dont les rythmes complexes sont souvent diffusés par un minibus stationné à proximité, s'appelle le kuduro, le premier genre musical purement électronique jamais produit en Afrique.

Mainmise de l'industrie du disque et de la publicité

De nos jours, les bidonvilles croissent plus vite que les centres urbains. La ville du futur ne sera donc pas faite de verre et d'acier, comme l'imaginent les urbanistes, mais de briques, de paille, de plastique recyclé, de blocs de béton et de vieux bois. Voilà ce que Mike Davis écrit dans son ouvrage *Planète Bidonvilles*. La ghetto-tech est l'emblème de cette évolution : c'est une musique qui recycle tout, dont les meilleurs passages, très



La ghetto-tech est née dans les townships sud-africains, comme Soweto (page de gauche). Cette musique évolue entre la club culture et la scène artistique. Parmi ses figures de proue figurent les deux stars sud-africaines du kwaito, DJ Cleo et Pastor Mphahlele (en haut), leur compatriote Gazelle ainsi que le rappeur somalien K'Naan.

directs, sont empreints d'urgence et de créativité, mais qui prend parfois des airs aussi redondants qu'étouffants. C'est également le cas du kwaito. Ce genre né dans les townships sud-africains après la chute de l'apartheid, qui exprimait si bien le désarroi des jeunes Noirs sud-africains des années 90, est devenu une musique commerciale et insipide après avoir été récupéré par l'industrie du disque et la publicité. Cependant, même si le plus célèbre des chanteurs de kwaito fanfaronne dans une voiture de luxe, vêtu d'un costume sur mesure et paré de bijoux précieux, il n'en incarne pas moins les espoirs les plus variés : l'habitant du ghetto s'invente une ascension économique et sociale ; le DJ, le blogueur et le clubiste européens ou nord-américains se plaisent à penser que l'Afrique –

comme naguère la Jamaïque – révolutionne le monde de la musique avec des rythmes et des sons inédits ; quant au sociologue ou au politologue, il se prend à rêver d'une modernité multiple dans un monde affranchi de la suprématie euro-américaine.

Veiller à discerner qui prêche quoi

L'avenir nous dira si ces espoirs étaient utopiques. Car les positions de la ghetto-tech sont fragiles, parfois contradictoires et rarement mûries. On pourrait dissenter longtemps pour savoir si l'excès d'exotisme africain du groupe londonien Radioclit, par exemple, n'est qu'une nouvelle étape du bradage culturel du continent noir. On peut aussi se demander ce que vont devenir les stars actuelles des clubs : K'Naan vient d'enregistrer le

clip officiel de la Coupe du monde de football en Afrique du Sud ; la pauvreté et la guerre ont fait place à des enfants qui courent en riant derrière un ballon.

Il faut aussi veiller à discerner qui prêche quoi dans ces vidéos, car tous les artistes de la ghetto-tech ne sont pas issus d'un quartier pauvre. On devrait se demander à qui cette musique rapporte de l'argent en définitive et à qui (ou à combien de personnes) profite ce nouveau marché de niche.

Mais commençons par nous réjouir. Car lorsque les musiciens d'Afrique parviennent à percer non seulement dans les discos alternatives, mais aussi dans les clubs branchés, cela fait déjà un bien fou, au moins psychologiquement. ■

**Thomas Burkhalter, musicologue et ethnologue, est journaliste culturel indépendant et gère le réseau en ligne Norient (www.norient.com)*

(De l'allemand)

Liens

www.motherland.ch
www.soundcloud.com
www.nomadicwax.com
www.generationbass.com
www.myspace.com/radioclit
www.wayneandwax.com

Service

Manifestations

Contrastes culturels en Chine

(bf) La Chine sera présente dans toute la Suisse de mi-septembre à début décembre: le festival Culturescapes proposera à Bâle, Berne, Genève et Zurich plus de soixante projets extrêmement divers allant de la musique du monde au cinéma, en passant par le jazz, le théâtre, la performance, la littérature et les arts plastiques. Plus que tout autre, la Chine est un pays où les contrastes et les niveaux de développement évoluent à une cadence vertigineuse. Avec le soutien de la DDC, la huitième édition de Culturescapes veut témoigner de cette transformation. Le projet Eastern Voices, par exemple, présente 21 jeunes chanteurs chinois qui interprètent des mélodies traditionnelles. Dans l'exposition Heart-Made, de jeunes architectes jouent avec leurs propres formes d'expression. Enfin, un projet de photo et de vidéo a donné à dix villageois l'occasion de filmer leur vie à la campagne, la transformation de leur environnement et le processus de démocratisation dans leurs villages.

«Culturescapes China» du 16.9. au 7.12. à Bâle, Berne, Genève et Zurich; programme et informations sous www.culturescapes.ch



Aux portes de l'Orient

(jls) Actifs à Genève depuis 25 ans, les Ateliers d'ethnomusicologie (Adem) présentent chaque année les musiques et les danses traditionnelles d'une région du monde. L'édition 2010 de ce festival, du 23 septembre au 2 octobre, proposera un voyage dans les Balkans. Le groupe Pérgamos Project revisitera les plus beaux chants du rebétiko, musique populaire grecque du début du 20^e siècle. Il sera suivi par le Kocani Orkestar, une fanfare tzigane de Macédoine, fon-

dée par le trompettiste Naat Veliov. Une soirée exceptionnelle permettra d'apprécier deux approches différentes de la musique classique turque. Puis cinq chanteurs et instrumentistes présenteront le riche répertoire de la Crète, île grecque dont la musique semble être la synthèse de l'Orient et de l'Occident. La Bulgarie sera présente également, avec l'ensemble Dimitar Gugov. Dans cette musique «urbaine d'ascendance rurale», la gadulka, petite vièle à archet, apparaît comme l'instrument de

toutes les émotions. Pour sa dernière soirée, le festival accueillera l'ensemble Malakastër, qui incarne la tradition albanaise des polyphonies vocales.

Festival des Ateliers d'ethnomusicologie, théâtre de l'Alhambra, Genève, du 23 septembre au 2 octobre

Au salon de la coopération internationale

(bf) Organisé une année sur deux, le forum cinfo est une manifestation entièrement consacrée à la coopération internationale. Les employeurs, les spécialistes et ceux qui vont le devenir s'y retrouvent pour des débats, des échanges et des contacts. Cette année, le thème central sera la nouvelle concurrence qui se manifeste entre les acteurs commerciaux et traditionnels de la coopération, ainsi que ses conséquences sur le marché de l'emploi. La coopération a longtemps été l'apanage des œuvres d'entraide et des pouvoirs publics. De nouveaux acteurs apparaissent depuis quelques années: des entreprises ou de grandes fondations proposent également leur savoir-faire dans ce domaine. Simultanément, les États ou les organisations internationales confient de plus en plus leurs programmes d'aide à des mandataires sur la base d'appels d'offres publics et internationaux. Le forum ne se limite pas aux exposés et aux tables rondes: environ 80 organisations suisses, étrangères et internationales y sont représentées par des stands d'information.

Forum cinfo, 24 septembre, Palais des Congrès, Bienne; www.cinfo.ch

La Pologne et les pays baltes en vedette

Par sa contribution à l'élargissement, la Suisse participe à l'atténuation des disparités économiques et sociales dans l'Union européenne élargie. La confé-

rence annuelle de la coopération suisse avec l'Europe de l'Est, qui se tient le 19 novembre à Aarau, sera consacrée à cet engagement. Elle évoquera les activités déjà réalisées dans les pays bénéficiaires et le rôle que jouera à l'avenir la contribution à l'élargissement. La présidente de la Confédération Doris Leuthard prononcera une allocution. Les débats seront surtout axés sur la Pologne et les pays baltes. Il est prévu que Elzbieta Bienkowska, ministre polonaise du développement régional, s'adresse elle aussi aux participants. Des films, des présentations et un atelier viendront compléter la partie officielle de la manifestation. D'autres informations se trouvent sur le site Internet de la contribution à l'élargissement. *Conférence annuelle de la coopération avec l'Europe de l'Est, 19 novembre, Aarau; www.contribution-elargissement.admin.ch*

Échos du désert

(er) Mariem Hassan, âgée de 52 ans, est considérée comme l'ambassadrice musicale des 180 000 Sahraouis, ce peuple condamné à l'exil par un conflit qui dure depuis plus de trente ans. La chanson-titre de son nouvel album, d'une douzaine de minutes, sort vraiment des sentiers battus et ce n'est pas un hasard si elle s'intitule *Shouka* (l'épine). Elle se veut une réponse au discours prononcé en 1976 par Felipe González dans un camp de réfugiés sahraouis. À l'occasion de la proclamation de la



Musique

République arabe sahraouie démocratique par le mouvement de libération Front Polisario, l'ancien leader socialiste espagnol était revenu sur la colonisation du Sahara occidental par son pays et sur l'échec de la décolonisation. Mariem Hassan exprime la douleur, la nostalgie et l'espoir de son peuple. Ses mélodies, chantées en hassaniya (un dialecte arabe), sont mises en valeur par l'accompagnement – riffs de guitare, groove des lignes de basse, envolées mélodiques de la flûte ney, battements des mains et tambours traditionnels (daf et tonbak). Ce blues du désert, qui oscille entre mélancolie farouche et énergie débordante, retentit longtemps dans nos oreilles.

Mariem Hassan : « Shouka »
(Nubenegra/Internet)

Le come-back de Sanchez
(er) Comme il chante bien ! La voix romantique et chatoyante de Sanchez, 46 ans, est l'une des plus belles de l'histoire du reggae. Le légendaire crooner de Kingston (Jamaïque) a fait languir ses fans durant sept longues années avant de publier un nouvel album. On n'avait plus entendu parler de lui depuis le fameux refrain « Living up, living up ! » de son tube *Frenzy*, qui avait retenti dans tous les dansings de la planète – et que l'on entend encore ici ou là. Le voici donc de retour, avec ses mélo-

dies et ses paroles parfaitement ciselées qui racontent des situations de la vie quotidienne. Ce come-back de Sanchez fait du bien. Les vibrations du lovers rock et du reggae roots font battre le cœur des inconditionnelles féminines et fredonner les garçons. Elles procurent une délicieuse sensation de détente.

Sanchez : « Now & Forever » (VP Records – Groove Attack/TBA)

Film Chronique d'une catastrophe annoncée

(dg) Les réserves mondiales de céréales vont en diminuant, toujours plus de pays perdent leur souveraineté alimentaire et les prix des denrées sont à la hausse. Yves Billy et Richard Prost ont exploré les raisons de cette raréfaction des produits alimentaires et des surfaces agricoles sur toute la planète. Les cinéastes français sont partis pour un tour du monde. Ils ont enquêté dans les zones rurales de l'Argentine et des États-Unis, les deux plus gros producteurs d'agrocarburants et partisans de l'utilisation de plantes génétiquement modifiées. Leur film *Vers un crash alimentaire* montre également les effets de la hausse des prix au Mali, dans une région affaiblie de surcroît par le réchauffement climatique. En Chine, les réalisateurs ont voulu savoir comment le gouvernement compte assurer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires.

Comme ce pays consomme toujours plus de viande, ses besoins en céréales correspondent aujourd'hui à la totalité de la production mondiale.

Yves Billy et Richard Prost : « Vers un crash alimentaire », film documentaire, F/2008 ; informations : Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmeeinewelt.ch

Divers Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour leur présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Service de conférences du DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne ; tél. 031 322 31 53/44 12 ; fax 031 324 90 47/48 ; courriel : info@eda.admin.ch

Coup de cœur



Bluffé par une étoile

Le rappeur vaudois Stress a entamé une carrière solo en 2003. Âgé de 33 ans, il est aujourd'hui l'un des rares artistes suisses à connaître le succès des deux côtés de la Sarine.

De passage à Dakar en 2009, je me suis rendu un soir dans un club qui accueillait vingt musiciens sénégalais pour une *jam session*. Ce groupe, composé exclusivement de percussionnistes, m'a littéralement bluffé. Sa musique dégageait une telle force qu'on en oubliait vite l'absence d'autres instruments. À aucun moment, elle ne m'a semblé répétitive. On m'a appris que ces artistes font partie de l'Étoile de Dakar, qui accompagne le chanteur Youssou N'Dour. À mon retour en Suisse, j'ai fait des recherches sur Internet et j'ai découvert une perle discographique : plusieurs morceaux de ce groupe enregistrés durant une *jam session*, puis transférés tels quels sur un CD, sans arrangements particuliers. J'y ai retrouvé l'émotion ressentie sur place. Cette compilation est à l'opposé de ce qui se fait en Europe. Chez nous, chaque disque est formaté et produit en studio avec des méthodes toujours plus sophistiquées. J'ai parfois l'impression que nous renonçons à toute spontanéité pour obtenir le produit le plus parfait possible. (Propos recueillis par Jane-Lise Schneeberger)

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuifray (coordination globale) (vuc)
Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli,
Beat Felber, Thomas Jenatsch, Roland Leffler,
Sabina Mächler, Nicole Suhner

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)

Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest,

3003 Berne,
Courriel : info@deza.admin.ch
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 54200

Couverture : Dulce et Amelia, les deux filles de Fernando Salvador Muchaga (page 9) ; photo Joel Chiziane

ISSN 1661-1675

«Jusqu'à présent, le combat contre la déforestation n'a guère dépassé le stade de la rhétorique.»

Jürgen Blaser, p. 27

«Les gens doivent comprendre que la nature n'est pas seulement la nature. C'est également une source de dignité, de sérénité, de félicité.»

Ekrem Çitaku, p. 30

«La ghetto-tech présente les réalités et les clichés d'aujourd'hui, avec toutes leurs discordances et tous leurs contrastes.»

Thomas Burkhalter, p. 32
